



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

MET HET BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU INTÉGRAL

AVEC LE COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

COMMISSION DE LA JUSTICE

dinsdag

03-07-2001

10:15 uur

mardi

03-07-2001

10:15 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + nummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag (op wit papier, bevat de bijlagen en het beknopt verslag, met kruisverwijzingen tussen Integraal en Beknopt Verslag)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral (sur papier blanc, avec annexes et CRA, avec renvois entre le CRI et le CRA)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail : aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

Vraag van de heer Olivier Chastel aan de minister van Justitie over "het personeelstekort bij de CDBC" (nr. 5001)

Sprekers: **Olivier Chastel, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Vraag van de heer Tony Van Parys aan de minister van Justitie over "de oprichting van gesloten instellingen voor jeugdige criminelen door de federale overheid" (nr. 5078)

Sprekers: **Tony Van Parys, Marc Verwilghen**, minister van Justitie, **Bart Laeremans, Hugo Coveliers**, voorzitter van de VLD-fractie, **Thierry Giet**

Vraag van de heer Tony Van Parys aan de minister van Justitie over "de aangekondigde wijziging van de genocidewet naar aanleiding van de klachten tegen Sharon en Saddam Hoessein" (nr. 5079)

Sprekers: **Tony Van Parys, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Vraag van mevrouw Annemie Van de Casteele aan de minister van Justitie over "vergunningen voor de uitbatingen van speelzalen" (nr. 5080)

Sprekers: **Annemie Van de Casteele, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Vraag van de heer Hugo Coveliers aan de minister van Justitie over "de strijd tegen software-namaak en -piraterij" (nr. 4991)

Sprekers: **Hugo Coveliers**, voorzitter van de VLD-fractie, **Marc Verwilghen**, minister van Justitie

SOMMAIRE

Question de M. Olivier Chastel au ministre de la Justice sur "le manque de personnel à l'OCRC" (n° 5001)

Orateurs: **Olivier Chastel, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question de M. Tony Van Parys au ministre de la Justice sur "la création par le pouvoir fédéral d'établissements fermés pour les délinquants juvéniles" (n° 5078)

Orateurs: **Tony Van Parys, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice, **Bart Laeremans, Hugo Coveliers**, président du groupe VLD, **Thierry Giet**

Question de M. Tony Van Parys au ministre de la Justice sur "la modification de la loi relative au crime de génocide annoncée à la suite des plaintes déposées contre Ariel Sharon et Saddam Hussein" (n° 5079)

Orateurs: **Tony Van Parys, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question de Mme Annemie Van de Casteele au ministre de la Justice sur "les licences pour l'exploitation de salles de jeux" (n° 5080)

Orateurs: **Annemie Van de Casteele, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question de M. Hugo Coveliers au ministre de la Justice sur "la lutte contre l'imitation et la piraterie en matière de logiciels" (n° 4991)

Orateurs: **Hugo Coveliers**, président du groupe VLD, **Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

van

DINSDAG 03 JULI 2001

10:15 uur

COMMISSION DE LA JUSTICE

du

MARDI 03 JUILLET 2001

10:15 heures

De vergadering wordt geopend om 10.26 uur door de heer Fred Erdman, voorzitter.

La séance est ouverte à 10.26 heures par M. Fred Erdman, président.

01 Question de M. Olivier Chastel au ministre de la Justice sur "le manque de personnel à l'OCRC" (n° 5001)

01 Vraag van de heer Olivier Chastel aan de minister van Justitie over "het personeelstekort bij de CDBC" (nr. 5001)

01.01 **Olivier Chastel** (PRL FDF MCC): Monsieur le président, monsieur le ministre, la presse a fait état dernièrement du manque de personnel à l'Office central pour la répression de la corruption (OCRC), anciennement Comité supérieur de contrôle. Le 1^{er} janvier 1998, 95 agents du service d'enquête du Comité supérieur de contrôle ont été transférés à la police judiciaire et affectés à l'OCRC. Comme chacun de nous le sait, ce service est chargé de lutter contre la corruption sur l'ensemble de notre territoire. Or, il apparaît qu'il ne reste plus que 40 des 95 enquêteurs qui formaient le service d'enquête du Comité supérieur de contrôle.

Selon la presse, la cause de cette perte de personnel serait la démotivation. Les agents se plaindraient amèrement du fonctionnement du nouveau service. Les raisons essentielles de ce mécontentement sont notamment la nomination d'un commissaire à la tête du service, sans appel aux candidatures, la suppression des facilités de transport ou encore la suppression de la prime de détachement pour les enquêteurs habitant en province et faisant la navette vers Bruxelles. Comment, dès lors, attirer des volontaires pour combler les départs? Certains enquêteurs y voient la volonté de saper l'efficacité du service. D'autre affirment que les dossiers qui étaient traités par

les enquêteurs partis se retrouvent pratiquement gelés.

Monsieur le ministre, pourriez-vous répondre aux questions suivantes:

1) Est-il exact que le traitement de certains se trouve affecté par le manque de personnel? Si tel est vraiment le cas, quelles mesures comptez-vous prendre afin d'y remédier? Cette situation est préoccupante. En effet, combien de temps faudra-t-il pour rendre opérationnels les nouveaux agents?

2) Les problèmes soulevés par la presse correspondent-ils à la réalité des faits?

3) Entre-t-il dans vos intentions de redéfinir le cadre de la mission de l'Office central pour la répression de la corruption?

Il semble que les arrêtés fixant la résidence administrative des membres de l'OCRC au siège de la Cour d'appel du ressort de leur domicile n'ont jamais été notifiés aux intéressés. Pour quelles raisons et qu'attend-on pour le faire? En outre, il paraît que ces arrêtés ont été signés par votre prédécesseur.

01.02 **Marc Verwilghen**, ministre: Monsieur le président, chers collègues, M. Chastel me pose quatre questions sur un service qui me préoccupe effectivement. Il faut, en effet, mettre de l'ordre à l'OCRC pour éviter que cet instrument perde de sa force.

Pour répondre à vos questions, monsieur Chastel, je commencerai par vous préciser ce qui suit en ce qui concerne le premier point, à savoir s'il est exact que le traitement de certains membres de l'OCRC se trouve affecté par le manque de personnel et, si c'est le cas, quelles sont les mesures que j'entends prendre pour remédier à cette situation ainsi que le temps nécessaire afin de rendre les nouveaux agents opérationnels. En

collaboration avec mon collègue des affaires intérieures et du service de l'OCRC, un plan de réorganisation a démarré afin de remédier à la problématique du personnel. Nous avons la conviction que nous arriverons à mener ce projet à bien.

Par ailleurs, la charge de travail de ce service OCRC est actuellement énorme. En ce qui concerne la disposition de la capacité de départ de la police fédérale, qui correspond au partage des capacités entre les différentes unités et les services de la police fédérale, une étude est actuellement en cours afin de définir la charge de travail à laquelle sont confrontés les différents services et les corrections urgentes à apporter là où cela semble nécessaire. En outre, il est nécessaire de décider d'une étude qui définira la manière optimale dont la capacité fédérale de recherche doit être divisée par-delà les différentes unités et services.

Pour ce qui concerne le point 2 relatif à la réalité des faits concernant les problèmes soulevés par la presse, je puis vous affirmer que le cadre actuel comporte en ce moment 46 enquêteurs, pour un nombre de 95 en 1998 au Comité supérieur de contrôle, date de son intégration au sein du Commissariat général de la police judiciaire. Lors du transfert à la police fédérale, cette capacité a atteint un total de 61 enquêteurs, mesure appliquée à partir du 27 avril 2001, dont un chef de service, 20 officiers et 40 cadres moyens.

Le service a toujours été très performant. On y retrouve un personnel familiarisé avec des législations complexes, intentant des actions dans des enquêtes de proximité difficiles et délicates et ayant un haut niveau de formation, ce qui signifie une plus-value à l'égard des autres services de police ou de recherche.

Il est vrai qu'après 1998, on a pu constater un dépeuplement progressif pour toutes sortes de raisons:

- Les divers transferts effectués, en partant des services du premier ministre vers la Fonction publique pour se voir, par la suite, affectés à la police judiciaire au ministère de la Justice et, finalement, se retrouver à la police fédérale du ministère de l'Intérieur; c'est donc dans un laps de temps assez court que deux déménagements "lourds" ont eu une influence sur le service.
- Un déséquilibre dans les systèmes de primes et de frais de déplacement octroyés dans l'ex-commissariat général de la police judiciaire. Il n'y avait pas de dispositions équitables entre les différents services centraux du commissariat

général de la police judiciaire et l'Office central pour la répression de la corruption, situation qui, en outre, ne pourra pas être débloquée avant fin 2003. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas prendre, entre-temps, des mesures temporaires pour remédier à cette situation.

Pour répondre au point 3 sur la redéfinition du cadre des missions de l'Office central pour la répression de la corruption, je puis vous communiquer ce qui suit:

1) Contrairement à ce qui est mentionné dans votre question, le gouvernement et moi-même considérons que la lutte contre la corruption constitue une priorité essentielle d'action. Elle figure d'ailleurs dans le plan fédéral de sécurité. Depuis la loi du 6 mars 1998, le service d'enquête du Comité supérieur de contrôle s'est vu transféré à la police judiciaire, ce qui a pour conséquence que l'OCRC n'a plus la possibilité de contrôler préventivement les procédures relatives à l'attribution des marchés publics. C'est pour cette raison que le plan de sécurité fédéral du 30 mai 2000 privilégie la constitution d'un office fédéral anti-corruption conçu selon une approche multidisciplinaire, ce qui devrait permettre d'assurer à la fois la poursuite et la prévention dans ce domaine particulièrement sensible.

Je plaide pour la mise sur pied d'une cellule qui pourrait fonctionner sur le modèle de la cellule de traitement des informations financières. Cette cellule recueillerait les "déclarations de soupçons" émanant des diverses administrations de l'Etat. Elle serait, comme la CTIF, tenue au secret professionnel mais elle pourrait dénoncer, si elle l'estime nécessaire, les faits portés à sa connaissance aux autorités judiciaires. L'OCRC serait tout indiqué pour mener à bien de telles enquêtes. Cette manière de faire aurait le mérite d'éviter de saisir la justice pour des faits mineurs, d'assurer par un organisme indépendant le contrôle des services publics, et partant de redonner confiance aux citoyens.

Pour conclure, je répondrai à la dernière question de la manière suivante:

Durant la précédente législature, en mars 1998, un arrêté ministériel a effectivement été établi qui prévoyait que la résidence administrative de l'employeur des membres de l'OCRC était la Cour d'appel du ressort de leur résidence effective. Cet arrêté a été communiqué à la direction de l'OCRC de l'époque, pour notification à tous les membres de l'Office. Etant donné que l'application de l'arrêté ministériel pouvait entraîner des difficultés, vu qu'apparemment il n'était techniquement pas en ordre, cet arrêté ne fut donc pas signé.

Il sera examiné comment remédier à ce problème étant donné que le ministre de l'Intérieur est compétent pour la gestion de la police fédérale.

Monsieur le président, je crois avoir donné une réponse aux quatre questions de M. Chastel. Je constate comme lui qu'il faut rester attentif car ce service est important. Un effort considérable doit être fait pour que les tensions qui existent pour différentes raisons soient dénouées. Nous devons travailler avec un service qui, par le passé, a prouvé ses compétences.

01.03 Olivier Chastel (PRL FDF MCC): Monsieur le président, je remercie le ministre pour sa réponse, certes circonstanciée. Je ne doute pas un instant que la répression de la corruption soit une priorité pour le gouvernement et j'espère qu'à la lumière de la réponse du ministre, la motivation des enquêteurs et donc l'efficacité du service s'en trouveront renforcées.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

02 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de minister van Justitie over "de oprichting van gesloten instellingen voor jeugdige criminelen door de federale overheid" (nr. 5078)

02 Question de M. Tony Van Parys au ministre de la Justice sur "la création par le pouvoir fédéral d'établissements fermés pour les délinquants juvéniles" (n° 5078)

02.01 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik wil mij bij de minister verontschuldigen voor het feit dat ik niet tijdig aanwezig was. Er was evenwel een stemming in de plenaire vergadering zodat ik hier niet tijdig kon zijn.

Naar aanleiding van een aantal verklaringen en incidenten van de laatste weken en maanden heb ik een vraag gesteld aan de minister van Justitie over de oprichting van gesloten instellingen voor jeugdige criminelen door de federale overheid. Een paar weken geleden hebben we het in deze commissie nog gehad over een aantal verklaringen van parketmagistraten te Brussel.

De jeugdrechters van Brussel hebben in een persmededeling heel expliciet gewezen op het tekort aan opvangmogelijkheden voor jeugdige criminelen. De tekst van die persmededeling is zeer duidelijk. Ik wil even een stuk citeren uit die tekst die heel duidelijk wijst op het toch wel bijzonder prangende probleem. Ik citeer: "De jeugdrechters kunnen niet anders dan jongeren,

die thuis of uit een instelling zijn weggelopen of zelfs misdrijven hebben gepleegd, opnieuw op straat zetten. Jongeren die herhaaldelijk in aanraking kwamen met het gerecht hebben meer kans om met de lotto te winnen dan om in een open of gesloten gemeenschapsinstelling te worden geplaatst."

Mijnheer de voorzitter, als boodschap naar de buitenwereld kan dit tellen. Ik mag toch aannemen dat magistraten, die een dergelijke persmededeling verspreiden, dit op zijn minst met kennis van zaken doen. Deze uitlatingen en deze stellingname sluit aan bij wat recent in het parket in Brussel is gebeurd. Trouwens, elke week lezen we in de pers een of ander incident waarbij een jeugdig crimineel niet wordt opgesloten bij een gebrek aan plaats in instellingen. Vorige week las ik in de pers dat een jeugdige carjacker was vrijgelaten wegens geen plaats.

Dit probleem krijgt hallucinante vormen als we er rekening mee houden dat vanaf 1 januari dit probleem nog in belangrijke mate zal toenemen. Om die reden wou ik de minister van Justitie even wijzen op de middelen in de begroting 2001 die voorzien zijn voor het oprichten van gesloten instellingen voor jongeren door de federale overheid. Het probleem doet zich in eerste instantie voor op het niveau van de gemeenschappen en daar is de minister van Justitie uiteraard niet bevoegd. Ik deel evenwel de mening van de minister van Justitie zoals ze in de begroting 2001 tot uitdrukking komt. Ook de federale overheid heeft de bevoegdheid om gesloten instellingen voor jongeren op te richten. Ik meen dat terzake geen discussie kan bestaan.

Ik was dan ook verheugd te mogen vaststellen dat in de begroting 2001 werd voorzien in de nodige middelen voor de oprichting van 5 gesloten instellingen voor jongeren door de federale overheid. Een van deze instellingen zou in april van dit jaar reeds operationeel moeten zijn geweest. In de begroting werd een gedetailleerd kader voorzien voor deze gesloten instellingen, met name een directeur, een psycholoog-psychiater, een adjunct-adviseur, een maatschappelijk assistent, een bestuursassistent en 22 penitentiaire agenten naast 8 opvoeders. Deze laatsten waren reeds voorzien voor 8 maanden in de begroting 2001 wat concreet betekent dat zij beschikbaar zouden zijn vanaf 1 mei.

Gelet op de heel prangende situatie, waarbij de Brusselse magistraten zeggen dat jongeren meer kans hebben om met de Lotto te winnen dan

om in een gesloten instelling te worden geplaatst, had ik de volgende vraag. Komen deze gesloten instellingen van de federale overheid er nu op zeer korte termijn zoals het in de begroting van 2001 is voorzien? Op welke manier kunnen wij tegemoetkomen aan het prangend probleem zoals het door de Brusselse parketmagistraten en de jeugdrechters werd gesteld?

02.02 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, collega Van Parys, ik heb uiteraard ook de alarmkreten van verschillende jeugdmagistraten gelezen. Of ze nu behoren tot de parketten of tot de zetel, hun alarmkreet was unisono. Vanaf 1 januari zal men aangewezen zijn op de gemeenschappen om al of niet de gesloten plaatsen in de instellingen voor minderjarigen operationeel te zien.

Zolang het voorontwerp van wet houdende de antwoorden op het delinquent gedrag van minderjarigen niet gestemd is door het Parlement, behoort de organisatie en de capaciteit van de gesloten instellingen voor minderjarigen tot de enkele bevoegdheid van de gemeenschappen. Dat is het gevolg van de wet van 8 april 1965 op de jeugdbescherming. Die wet voorziet dat met zoveel woorden in artikel 37. Het is eveneens een gevolg van twee andere wettelijke ingrepen, met name artikel 128 van de Grondwet en de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, zoals dat gewijzigd is bij die wet en de bevoegdheidsgegevens zijn overgedragen naar de gemeenschappen.

In het voorontwerp voorzien de artikelen 31, 35, 60 en 65 van het wetsontwerp van wet in federale centra met gesloten regime waarvan het aantal, de geografische spreiding en de inrichting evenals het tucht- en klachtenrecht dat er zal worden toegepast bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit zal worden geregeld.

We moeten realistisch zijn. De kans dat dit voorontwerp met 163 artikelen nog voor het einde van het jaar effectief wet is, is eerder klein. We hebben een vrij zware agenda met het Europees voorzitterschap van België en er zijn nog andere wetsontwerpen. Mijnheer de voorzitter, ik hoop alleen dat we in de werkzaamheden binnen de commissie erin zouden slagen om deze wet tot een goed einde te brengen. Dan wordt immers de wettelijke basis verschaft waarop gehandeld kan worden. Is dit niet mogelijk, dan kan het beperkte budget van 2001 niet aangesproken worden.

Ik heb deze materie laten inschrijven in het budget

van 2001 omdat het de vaste wil was van de regering om daarmee van start te gaan. Daarnaast is het ook een gevolg van het overleg met betrekking tot het veiligheidsplan dat we in Gent hebben gehad. Daar hebben we immers de knoop doorgehakt over een wettelijke basis waarbij dit werd ingesloten in een voorontwerp van wet betreffende eerlijke antwoorden op delinquent gedrag van minderjarigen. Als deze wet in een vergevorderd stadium is, dan moet men ook de budgettaire middelen hebben vooraleer men ze kan aanspreken. Dat is de huidige situatie.

Ik heb mijn beide collega's die bevoegd zijn binnen de gemeenschappen, de dames Marechal en Vogels, er uitdrukkelijk op gewezen welke de noodkreten zijn. In oktober 2001 zal er een algemeen overleg plaatsvinden met alle magistraten van de jeugdrechtbanken, parketten en de zetel om deze materie op punt te stellen. De wet van 1980 zal ons echter nog parten spelen. Ik zal dan ook de prioriteit vragen om de wet met betrekking tot de hervorming van het jeugdrecht tot een goed einde te kunnen brengen. We verschaffen ons dan zelf de wettelijke basis om verder te kunnen optreden. We zijn dan niet afhankelijk van de gemeenschappen. Ik hoop trouwens dat deze gemeenschappen de nodige maatregelen zullen nemen om vanaf 1 januari 2002 antwoord te kunnen geven op de verzuchtingen van de jeugdmagistraten.

02.03 **Tony Van Parys** (CVP): Mijnheer de minister, uw antwoord laat het probleem bestaan. Ten eerste, ik betwist de stelling dat de federale overheid nu niet bevoegd zou zijn om gesloten instellingen voor jeugdige criminelen op te richten. Ik verwijs naar het antwoord dat ik heb gegeven op een vraag van mevrouw Herzet daaromtrent in de vorige legislatuur, waarbij ik de juridische basis heb uiteengezet waaruit blijkt dat men die bevoegdheid op het ogenblik wel heeft.

Ten tweede, u zegt dat de verantwoordelijkheid voor het feit dat het voorontwerp niet klaar is, uitsluitend bij de regering is te zoeken. Dat men door het Europees voorzitterschap een overdrukke agenda heeft, kan geen verontschuldiging hiervoor zijn. Leg dat maar eens uit aan de mensen die vaststellen dat de ene jeugdige crimineel na de andere niet kan worden opgevangen of opgesloten. Ik heb een alternatief dat een oplossing kan bieden, althans wanneer wij voor het einde van het jaar een wettelijke oplossing voor het probleem willen bereiken. Wij hebben een wetsvoorstel inzake het jeugdsanctierecht ingediend. Wanneer we de hoogdringende bespreking daarvan onmiddellijk

aanvatten, dan kan er geen probleem zijn om voor het einde van dit jaar tot een wettelijke regeling te komen.

Ik verwijs naar de open vraag van mevrouw Herzet in het parlementair halfroond van vorige week, waarin ze expliciet op een wettelijke regeling aandrong. Ik kan niet begrijpen dat men in deze crisissituatie die evidente oplossing niet zou aanreiken. Er is een uitgewerkt parlementair initiatief. Als men wenst kan men dit amenderen zoals men wil. De meerderheden kunnen worden gevormd in functie van de behoeften. Het wetgevend initiatief, dat volgens de minister noodzakelijk is, is voorhanden. We kunnen dat hier doen als we dat willen, los van de overweging dat men naar mijn aanvoelen de bevoegdheid heeft of zou kunnen hebben wanneer men de huidige wetgeving voldoende ruim interpreteert.

Ik nodig u uit en ik vraag u of u bereid bent om bij urgentie het wetsvoorstel jeugdsanctierecht in deze commissie te bespreken zodat we in staat zijn het probleem op te lossen en wij een antwoord kunnen bieden voor die toch wel ongelooflijke uitspraak van de Brusselse jeugdrechters dat jongeren, die herhaaldelijk met het gerecht in aanraking kwamen, meer kans hebben om de Lotto te winnen dan in een open of gesloten gemeenschapsinstelling te worden geplaatst. Het is niet de oppositie die dit heeft gezegd maar de Brusselse jeugdrechters in een persmededeling.

Mijnheer de minister, ik nodig u dus bij hoogdringendheid uit om deze besprekingen te voeren en ik vraag u of u bereid bent om op basis van dit wetsvoorstel de besprekingen hierover onmiddellijk aan te vatten. Wat ons betreft, kan dit vanaf volgende week.

02.04 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer Van Parys, ik stel het op prijs dat in deze zaak een oplossing kan worden gevonden. Laat dat duidelijk zijn. Ik zeg u echter dat mijn werk af is en ik kan alleen hopen om vooruitgang te kunnen boeken met het nieuwe jeugdrecht, zoals het nu voorligt. Ik heb ook de aandacht van mijn collega's in de regering gevestigd op de hoogdringendheid die er ter zake bestaat. Ik herhaal het nog eens: de hoogdringendheid is van dien aard dat ik in elk geval met dit dossier zo spoedig als het enigszins kan naar het Parlement kom om er hier de parlementaire discussie over te voeren, tenzij u belet dat de beide samengevoegd kunnen worden, omdat op dat ogenblik de discussie dan alleen daarmee kan worden gestoffeerd. De vraag is alleen of we de dezelfde opties en dezelfde

keuzes hebben gemaakt, want daarvoor zal het nodig zijn dat u ook ziet wat in het ontwerp van de regering staat.

02.05 **Tony Van Parys** (CVP): Mijnheer de minister, u zei net dat op basis van de huidige stand van zaken een behandeling van het voorontwerp van de minister voor het jaareinde niet mogelijk is.

02.06 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer Van Parys, ik heb niet gezegd dat het niet mogelijk is. Ik zei wel dat de kans zeer klein is.

02.07 **Tony Van Parys** (CVP): Mijnheer de minister, de Ministerraad moet zijn goedkeuring nog geven. Wellicht is ook een advies van de Raad van State noodzakelijk. Pas dan kunnen wij de bespreking bij urgentie aanvatten. Wanneer zal de Ministerraad dit goedkeuren? Wellicht kunt u daarover beter oordelen. Als ik afga op de uitspraken en visies terzake, onder meer van de PS, dan ben ik ervan overtuigd dat het geen eenvoudige klus zal zijn. Enkele forse uitspraken van vorige week stellen ons niet gerust.

Mijnheer de voorzitter, concreet hebben wij hier de mogelijkheid om op basis van een parlementair initiatief te discussiëren over een probleem dat iedereen zo flagrant vindt, dat de geloofwaardigheid van het hele apparaat tegenover de publieke opinie in het gevaar komt. Dat kan niemand zich permitteren. Dit is geen aangelegenheid van een democratische oppositie tegenover de meerderheid. Dit probleem raakt ons allen fundamenteel als wij in om het even welke stad, zoals Antwerpen, Gent, Luik of Charleroi, worden geconfronteerd met het feit dat wij de jeugdige criminelen niet kunnen isoleren op noodzakelijke momenten. Er is echter een weg tot oplossing. Het parlementair initiatief bestaat. Ik vraag de minister uitdrukkelijk om vandaag toestemming te geven om dit wetsvoorstel prioritair op de agenda van de commissie voor de Justitie te plaatsen, zodat wij het probleem kunnen oplossen. De meerderheid zal alle mogelijkheden hebben om te amenderen. U kunt uw voorontwerp als amendement op dit wetsvoorstel indienen. De agenda komt zodoende ook niet in het gedrang. Voor het jaareinde hebben wij dan een sluitende wetgeving waarmee wij kunnen antwoorden op de problemen die door de Brusselse jeugdmagistraat op ongelooflijke wijze zijn geformuleerd.

Mijnheer de minister, gaat u ermee akkoord om dit voorstel met prioriteit te laten behandelen in de commissie voor de Justitie van de Kamer?

02.08 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer Van Parys, ik meen dat u die vraag niet aan mij moet stellen. Ik ben het met u eens dat deze materie liefst zo spoedig mogelijk geregeld moet worden. Het aanvaarden van de urgentie komt echter toe aan het Parlement. Ik kan alleen vragen dat het Parlement elke actie onderneemt om op dat vlak tegemoet te komen. De afschaffing van artikel 53 naar aanleiding van het arrest-Bouhama is al lang gekend. De problemen waren dus ook gekend. Jammer genoeg kon men in dat dossier jarenlang geen vooruitgang boeken. Elk initiatief tot vooruitgang zal ik ondersteunen. Ikzelf ben met mijn werk klaar. Ik hoop dat ik de regering er zo spoedig mogelijk van kan overtuigen om daarmee door te gaan. Ondertussen zal ik niet beletten dat een parlementair initiatief wordt genomen om van de opstarting van het debat zeker te zijn.

02.09 **Tony Van Parys** (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik ben erg tevreden met het antwoord van de minister. Welk initiatief ook wordt genomen om de zaak vooruit te helpen, het zal door de minister worden gesteund. Voor de minister is er geen enkel bezwaar. Ik wil u daarom uitdrukkelijk vragen om het wetsvoorstel van de CVP in verband met het jeugdsanctierecht volgende week als eerste punt op de agenda van de commissie voor de Justitie te plaatsen. Door die bespreking kunnen wij tegemoet komen aan het huidige gruwelijke probleem.

De **voorzitter**: Volgende week zal er op 11 juli in elk geval geen vergadering zijn. Voor volgende week dinsdagnamiddag staat het wetsontwerp inzake de anonieme getuigen op de agenda van de plenaire vergadering, aangezien deze week geen bespreking meer mogelijk is. De commissie voor de Justitie zou volgende week dus alleen dinsdagvoormiddag bijeenkomen voor vragen en interpellaties. Op het programma staan eveneens nog vijf wetsontwerpen. De minister zal mij laten weten welk van die wetsontwerpen volgens de regering bij prioriteit behandeld moet worden. Daarbij aansluitend kan het huidige voorstel worden ingeschreven vooraleer de andere voorstellen worden besproken. Bij het overlopen van de wetsontwerpen kan de minister zodadelijk aangeven welke ontwerpen in bepaalde mate hoogdringend zijn.

02.10 **Bart Laeremans** (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, zou de bespreking niet gewoon kunnen plaatsvinden in de week van 16 juli?

De **voorzitter**: Volgende week woensdag zal geen vergadering worden gehouden. Het wetsontwerp

over de anonieme getuigen moet in de plenaire vergadering toch kunnen worden afgehandeld. Dat kon deze week niet meer.

02.11 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, is de precieze datum van die plenaire bespreking al vastgelegd? Gaat het om dinsdag of donderdag?

De **voorzitter**: Dinsdagnamiddag wordt het punt behandeld in plenaire vergadering waarna er donderdags over wordt gestemd.

02.12 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, ik signaleer u dat ik dinsdagnamiddag een toelichting in het Europees Parlement moet geven.

02.13 **Tony Van Parys** (CVP): Mijnheer de voorzitter, als de minister niet beschikbaar is, kunnen we het punt toch niet behandelen?

02.14 **Hugo Coveliers** (VLD): Mijnheer de voorzitter, ik meen dat we het ontwerp over de anonieme getuigen vóór het reces moeten bespreken. Er rijst wel een bijkomend probleem, dat overigens kan worden verholpen. Tot dinsdagavond vergadert de OVSE in Parijs. Ik ben in ieder geval bereid om dinsdagnamiddag al terug te komen.

02.15 **Bart Laeremans** (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, hebt u er bezwaar tegen om het punt donderdagmiddag te behandelen?

De **voorzitter**: Mijnheer Laeremans, ik wil mij niet de wrevel van de collega's-parlementsleden op de hals halen. We hebben ooit nog eens een debat op woensdagnamiddag gevoerd dat nogal wat tijd in beslag nam, overigens terecht, tussen allemaal juristen en uiteindelijk hielden we de rest van de Kamer gegijzeld.

Het opzet was om voornoemd punt dinsdagnamiddag te bespreken om er donderdagnamiddag over te stemmen. De minister blijkt nu dinsdagnamiddag niet beschikbaar te zijn. We zullen dat probleem morgen tijdens de Conferentie van voorzitters moeten oplossen.

02.16 **Hugo Coveliers** (VLD): Mijnheer de voorzitter, ik zou toch ook nog even het voorstel waarover collega Van Parys het had, ten gronde willen bestuderen. Het is namelijk al een tijdje geleden dat ik het heb gelezen. We kunnen de discussie over de behandeling ervan daarna voeren.

02.17 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de voorzitter, wij treden uw suggestie bij om mijn voorstel onmiddellijk na de prioritaire ontwerpen van de regering te agenderen. Dat is, mijns inziens, de beste oplossing. Op die manier krijgen we de gelegenheid om het probleem in verband met de criminele jongeren aan te pakken. Elke week zullen we geconfronteerd worden met het tekort aan plaatsen en vanaf 1 januari wordt de situatie wel totaal catastrofaal. Dat kunnen we ons niet veroorloven.

Vandaar dat ik u uitdrukkelijk vraag om de werkzaamheden begin september te hernemen, zodat we dan mijn voorstel bij voorrang kunnen bespreken en afronden vóór het einde van het jaar. De meerderheid hoeft zich geen zorgen te maken; zij kan amendementen indienen; zij kan zelfs het voorontwerp als een amendement indienen. Er is wat dat betreft geen enkel probleem.

Als we het voorstel begin september bespreken, is er genoeg tijd voor een grondige behandeling. Wat ons betreft, zijn wij bereid ook 's maandags en 's vrijdags bijeen te komen, zodat het quorum steeds wordt gehaald.

De **voorzitter**: Ik was al van plan eenieder te polsen om de tweede week van september de commissiewerkzaamheden te hervatten, wat trouwens gebruikelijk is voor commissies. Trouwens, de agenda van onze commissie is zo overladen en we hebben genoeg werk op de plank dat we er beter zo vroeg mogelijk mee beginnen.

02.18 Thierry Giet (PS): Monsieur le président, nous nous trouvons dans le cadre des questions où – ce qui est nouveau – nous avons tous la parole. Je souhaite cependant que nous nous limitions aux questions. Si un problème au sujet de l'ordre des travaux se pose, je propose que l'on inscrive ce point demain en début d'après-midi.

Tout le monde saura ainsi que l'on discutera de l'ordre des travaux de la commission.

02.19 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de voorzitter, misschien kan men de heer Giet een expliciete en heel duidelijke vertaling bezorgen van de omvang van het probleem.

Mijnheer Giet, de Brusselse jeugdrechters, zowel de Franstalige als de Nederlandstalige, geven een persmededeling met de volgende inhoud: "Jongeren die herhaaldelijk in aanraking kwamen met het gerecht, hebben meer kans om met de

Lotto te winnen dan om in een open of gesloten gemeenschapsinstelling te worden geplaatst. De jeugdrechters kunnen niet anders dan jongeren die thuis of uit een instelling zijn weggelopen of zelfs jongeren die misdrijven hebben gepleegd, opnieuw op straat te zetten". Dit is dus de omvang van het probleem waarvoor wij staan. Op basis van het reglement zegt u dan dat dit nu niet kan besproken worden. U hebt de regeling van de spijtoptanten al tegengehouden. Uw voorzitter heeft daarover trouwens bijzonder beledigende taal uitgesproken ten aanzien van de minister van justitie. Hij heeft daar geen incident van gemaakt, wat ik niet begrijp.

Het kan voor ons niet langer dat wij week na week door de publieke opinie worden geconfronteerd met carjacks, homejacks en alle soorten jonge mensen die misdrijven plegen en waarvoor men geen oplossing heeft. Dit ondanks het feit dat men weet dat ze moeten geïsoleerd worden. Ik stel dit alleen maar vast. Het is de uiting van het probleem zoals ik het heb aangevoerd, dat u het ook in deze materie onmogelijk maakt dat er een oplossing wordt gezocht. U zal niet kunnen tegenhouden dat hier een parlementair initiatief zal besproken worden dat de invulling veronderstelt van een bijzonder dringende behoefte waaraan op dit moment niet is voldaan.

U hebt ook een andere mogelijkheid, maar die gebruikt u niet. U kan in de regering akkoord gaan met het voorontwerp van de minister van justitie, zodanig dat we dat bij urgentie kunnen bespreken. Dat wil u dus niet. Welnu, u zal het parlementair initiatief niet tegenhouden. Dit zal niet lukken. Wij zijn het beu om permanent door jullie beledigd te worden omdat extreem rechts in Vlaanderen vooruitgang boekt. Als wij daarvoor een oplossing willen zoeken, is het aan u om uw verantwoordelijkheid op te nemen en mee oplossingen te zoeken. In het kader van het wetsvoorstel hebt u alle ruimte om amendementen in te dienen. Zo kan u een regeling treffen die met uw inzichten overeenstemt. De commissie zal dan beslissen in welke richting er een regeling zal uitgewerkt worden. Dit wetsvoorstel wordt niet door ons opgedrongen. Wij willen dit enkel heel snel op de agenda plaatsen omdat het niet lukt op basis van het initiatief van de regering. Dit is een identieke situatie als de regeling van de spijtoptanten waar bij gebrek aan initiatief van de regering er geen oplossing kan geboden worden aan een nood die door iedereen en algemeen wordt erkend, in eerste instantie, en terecht trouwens, door de minister van Justitie.

02.20 Thierry Giet (PS): Monsieur le président, étant donné que tout le monde s'exprime longuement, je ne vois pas pourquoi je ne reprendrais pas la parole.

Je ne me laisserai pas prendre au chantage affectif de M. Van Parys. Je lui signale que le problème de l'enfermement des mineurs a débuté bien avant cette législature. Par conséquent, je demande à chacun de garder la tête froide quant à l'ordre du jour de nos travaux. Beaucoup d'autres problèmes sont également très urgents en matière de justice. Nous pourrions passer toute l'après-midi de demain à exposer toutes les urgences.

02.21 Tony Van Parys (CVP): Wij kunnen misschien eerst de naamgeving behandelen en daarna de problematiek van de opvang van jeugdige criminelen. U moet uw verantwoordelijkheid opnemen.

De **voorzitter:** Het is in ieder geval aan mij om het hoofd koel te houden. Verschillende commissieleden hebben morgennamiddag verplichtingen. Daarom is het niet opportuun om nog een vergadering te organiseren. Wij weten niet of de collega's Coveliers, Van Parys en ikzelf morgennamiddag beschikbaar zullen zijn voor werkzaamheden in de commissie. Ik had gehoopt om dit toch nog te realiseren, maar na het bekijken van het dossier zal dit niet eenvoudig zijn.

Mijnheer de minister, morgennamiddag is er speeltijd voor u, al is dat eufemistisch uitgedrukt. Ten tweede, verwacht ik van u te horen welke van de vijf wetsontwerpen die zijn geagendeerd, prioritair worden geacht. Ten derde, aangezien onze Spaanse collega's hun bezoek hebben afgeblazen omdat zij dringend naar huis moesten, zullen we na de werkzaamheden van deze namiddag om 17.00 uur zien wat onze verdere agenda inhoudt. Nu ik verneem dat u op dinsdagnamiddag afwezig zult zijn, zal er geen thema zoals "anonieme getuigen" in de plenaire vergadering kunnen worden behandeld. We zullen dus moeten nagaan of er al dan niet ruimte is om dit op donderdag van volgende week te doen. Ik heb echter sterke twijfels of dit wel kan gebeuren en aldus komt dinsdagnamiddag opnieuw vrij, als we kunnen zien op welke manier we de werkzaamheden straks kunnen regelen.

02.22 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de voorzitter, waarom wijkt u af van het voorstel dat u daarnet hebt gedaan?

De **voorzitter:** Dat doe ik niet.

02.23 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de voorzitter, u zegt dat u deze namiddag om 17.00 uur de agenda zult bespreken. U verwacht van de minister dat hij de commissie meedeelt welk van de vijf geagendeerd ontwerpen prioritair worden geacht.

De **voorzitter:** Ik heb gezegd dat wij de agenda zouden vastleggen in het algemeen, ermee rekening houdend dat het ontwerp over de anonieme getuigen ergens aan de agenda van de plenaire vergadering moet worden geplaatst. Tezelfdertijd moet er rekening worden gehouden met de agenda van volgende week.

02.24 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de voorzitter, wat u daarnet hebt voorgesteld is dus verworven?

De **voorzitter:** Op dat vlak is er voor mij geen probleem.

02.25 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, de laatste week van juli is er volgens mij ook nog een plenaire vergadering. Eventueel kan de bespreking van het ontwerp rond de anonieme getuigen ook in die week gebeuren.

De **voorzitter:** Dat klopt, maar ik heb duidelijk gehoord dat de commissie wenste dat dit zou worden behandeld. Ik zal dat niet in laatste instantie op de valreep in de laatste plenaire vergadering plannen als er de mogelijkheid bestaat om dat vroeger te doen.

02.26 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de voorzitter, in verband met het wetsontwerp van de anonieme getuigen, denk ik dat het belangrijk is de werkzaamheden zo te organiseren dat daaromtrent een debat ten gronde in de plenaire vergadering nog mogelijk is, niet tussen twaalf en twee uur 's nachts op het ogenblik dat iedereen al met vakantieplannen in zijn hoofd zit. Tenzij natuurlijk de heer Di Rupo nog een wet in zijn achterhoofd heeft die te maken heeft met de uitsluiting van bepaalde minder democratische partijen.

De **voorzitter:** Dat was de reden waarom ik, wanneer de Conferentie van voorzitters het ontwerp over de anonieme getuigen aan de agenda voor deze week wilde plaatsen, bij de voorzitter heb aangedrongen om dat dossier deze week niet te behandelen. Dat is trouwens in afspraak met de commissie Vervolgelingen. Dus had ik aan de voorzitter gevraagd om in de

agenda ruimte te laten voor een debat hieromtrent op dinsdagnamiddag. Nu hoor ik dat de minister op dat moment niet beschikbaar is. Er zullen dus andere schikkingen moeten worden getroffen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de minister van Justitie over "de aangekondigde wijziging van de genocidewet naar aanleiding van de klachten tegen Sharon en Saddam Hoessein" (nr. 5079)

03 Question de M. Tony Van Parys au ministre de la Justice sur "la modification de la loi relative au crime de génocide annoncée à la suite des plaintes déposées contre Ariel Sharon et Saddam Hussein" (n° 5079)

03.01 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik heb inderdaad een vraag ingediend over de aangekondigde wijziging van de genocidewet naar aanleiding van klachten tegen Sharon en Saddam Hoessein. Vorig weekend verscheen in een doorgaans goed ingelichte krant inzake de initiatieven van de minister van Justitie, een bericht waarin sprake was dat men in een gemengde commissie van Justitie en Buitenlandse Zaken de wijziging van de genocidewet voorbereidt. Dit leek mij heel belangrijk nieuws, dat een aantal vragen oproept die ik aan de minister van Justitie zou willen stellen.

Ten eerste, mijnheer de minister, is het juist dat wijzigingen aan de genocidewet worden overwogen? Als dit het geval is, waarom overweegt men deze wijzigingen? Dit is zowel een vraag naar de oorzaak als naar de aanleiding. Is de aanleiding de klacht die op een bepaald ogenblik tegen Sharon werd ingediend of is er een andere aanleiding die sommige personen heeft bewogen om initiatieven te nemen tot wijziging van de genocidewet? In de mate dat die initiatieven worden genomen, zou ik graag van u vernemen over welke initiatieven het gaat. In het persartikel was sprake van een gemengde commissie van Justitie en Buitenlandse Zaken. Is dit het geval? Wie maakt desgevallend deel uit van deze gemengde commissie? In welke richting wenst men de wet te wijzigen? Wenst men in een bepaalde richting te gaan in het licht van de aanleiding van het initiatief? Het interesseert mij bijzonder om daaromtrent informatie te vernemen. Wanneer stelt men een wijziging van de wet in het vooruitzicht? Wordt de continuïteit gewaarborgd ten aanzien van de dossiers die op dit ogenblik worden behandeld? Als men de spelregels in de

loop van het spel wijzigt, dan ontstaat een situatie van rechtsonzekerheid. Als op dit ogenblik bepaalde dossiers in behandeling zijn bij bepaalde onderzoeksrechters in Brussel en er zijn geruchten dat de wet zal wijzigen, dan is dit een argument in hoofde van de betrokken partijen om gewag te maken van een rechtsgrond op de helling. Inzake de genocidewetgeving kunnen we ons nochtans weinig rechtsonzekerheid veroorloven, voor zover wij ons al rechtsonzekerheid zouden kunnen veroorloven in deze materie.

Het tweede element uit de vraagstelling heeft betrekking op de uitspraken van de procureur des Konings van Brussel, de heer Dejemepe. Hij bevestigde dat de wet bestaat, maar merkte op dat problemen rijzen inzake de uitvoering van de genocidewet, zowel op het niveau van de federale politie als op het niveau van het parket. Ik heb de procureur des Konings te Brussel in de audiovisuele media horen zeggen dat de federale politie niet in staat is om de opsporing en vervolging van de misdrijven die in onderzoek zijn, behoorlijk te organiseren. Hoeveel politiemensen zijn beschikbaar en wat is hun specialisatiegraad? Is de federale politie al dan niet in staat om de nodige opsporingen te doen en de nodige informatie uit te wisselen in soms heel ingewikkelde dossiers, die uiteraard grensoverschrijdend zijn en dikwijls andere werelddelen betreffen?

Dezelfde vraag geldt inzake de organisatie van het parket. De procureur des Konings zei zonder meer dat het parket niet was georganiseerd om deze dossiers te behandelen. Kunt u dit bevestigen? Kunnen wij het ons veroorloven dat zo'n belangrijke wetgeving dreigt niet te kunnen worden toegepast wegens het feit dat het parket niet of onvoldoende is georganiseerd?

Een vraag die hierbij aansluit is of de toepassing van de genocidewet een prioriteit uitmaakt in het vervolgingsbeleid. Het standpunt van de minister van Justitie terzake lijkt mij erg belangrijk.

Ik meen inderdaad, mijnheer Coveliers, dat het vervolgingsbeleid een aangelegenheid is die het college van procureurs-generaal, onder voorzitterschap van de minister van Justitie, aanbelangt en dat deze laatste daaromtrent verantwoording moet afleggen aan het Parlement. Dat was trouwens onze bedoeling toen het vervolgingsbeleid werd georganiseerd.

Ten slotte had ik graag vernomen hoe de internationale rechtshulp is georganiseerd om de

toepassing van de genocidewet mogelijk te maken?

Mijnheer de voorzitter, tot hier beperken zich de vragen die ik wou stellen naar aanleiding van het bericht dat verscheen in De Morgen van vorige zaterdag.

03.02 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, als antwoord op een gelijkaardige vraag van senator Destexhe, drukte ik mij in voorzichtige bewoordingen uit. Dat zal ik thans ook doen, omdat ik meen dat dit dossier, dat een zekere wending zou kunnen krijgen – al is dat nog niet gebeurd – nog steeds het voorwerp moet uitmaken van verder denkwerk en onderzoek.

Inderdaad, er wordt gedacht – en gewerkt overigens – aan een ontwerp van wijziging van de zogenaamde genocidewet en dit om twee redenen. Ten eerste, omdat een aantal klachten in ons land zouden kunnen leiden tot problemen op het vlak van de internationale betrekkingen en de diplomatie, waardoor de Belgen die in de betrokken landen verblijven uiteraard het risico lopen in een moeilijke situatie terecht te komen. Ten tweede, omdat de praktijk snel heeft uitgewezen dat grensoverschrijdende gerechtelijke onderzoeken zo'n formaat aannemen – zowel wat de aangegeven feiten als het aantal betrokken personen, tot groepen toe, betreft – dat dit leidde tot problemen voor de gerechtelijke instanties, vooral voor het Brussels gerecht, waar tot op heden alle klachten werden ingediend. Wegens de opeenstapeling van dit zaken wordt dit een moeilijk te dragen taak, zowel op het vlak van de middelen als van het personeel.

De vraag is of de wetgever in 1993, alvorens toen deze wet tot stand kwam, wel de nodige kosten-batenanalyse liet uitvoeren en de gevolgen van deze wet voldoende inschatte.

De klacht tegen de Israëlische eerste minister is zeker niet het enige element en evenmin het hoofdelement dat leidde tot het overwegen van een wetswijziging. Op vraag van de minister van Buitenlandse Zaken vond begin juni een vergadering plaats met medewerkers van onze beide departementen, om de mogelijkheden na te gaan om de drempel voor de toepassing van de wet enigszins te verhogen, weliswaar – en dat wens ik nogmaals te bevestigen – zonder op enige wijze afbreuk te willen doen aan de draagwijdte van de bepaling. Immers, het kan geenszins de bedoeling zijn de wet uit te hollen via een wijziging en ze aldus minder toepasbaar te

maken. Ik voeg er evenwel aan toe dat ik ervan overtuigd ben dat, mochten wij beschikken over een internationaal strafrechtshof, heel wat problemen misschien niet meteen zouden verdwijnen, maar toch een andere dimensie zouden krijgen waardoor zij op een andere manier zouden kunnen worden aangepakt.

Op basis van voornoemd overleg werkt mijn departement thans aan een voorbereidende nota, waarbij wordt nagegaan hoe de bestaande problemen kunnen worden opgelost.

Deze nota stelt onder meer voorop dat kan worden gedacht aan de opschorting van de gevolgen van een aanstelling van een burgerlijke partij zolang een aangeklaagde persoon een bepaalde officiële functie bekleedt en aan de uitsluiting van mogelijke dwangmaatregelen ten opzichte van een dergelijk persoon. Op basis van die nota worden besprekingen gevoerd. Ik herhaal daarbij nogmaals dat er nog geen keuzes werden gemaakt. Wij geven ons namelijk ook rekenschap van de gevoeligheidsgraad. In geen geval willen wij op de essentie van de wet terugkomen.

In geval van akkoord over de denkpistes van die nota, zal een ontwerp tot wijziging van wet worden opgesteld zodat de gebeurlijke wijziging alleszins nog voor het jaareinde van 2001 zou kunnen worden gerealiseerd.

Ten tweede, wil ik reageren op de uitlatingen die wij in het weekend hebben gehoord en gelezen. Volgens mij moet men twee zaken onderscheiden. De federale politie is tot stand gekomen. Er is binnen de federale politie geen speciale cel aangeduid die zich bezighoudt met de inbreuken op de genocidewet. Wel hebben bij het gerechtelijk arrondissement Brussel een aantal onderzoekers ervaring in deze materie. Samen met het parket van Brussel en in samenspraak met de onderzoeksrechter zoekt men naar een antwoord op de vraag naar de werklust en de timing van de nog te verwachten onderzoeken. Het kan niet dat één gerechtelijk onderzoek in de komende dagen aanleiding zal geven tot de afronding van de procedure. Wel bevinden vijf onderzoeken zich momenteel in een relatief vergevorderd stadium.

Op uw derde vraag kan ik het volgende antwoorden. De zaken in het parket te Brussel worden toebedeeld aan de criminele cel, die uit zes parketmagistraten bestaat. Naast de zaken in de criminele cel moet er nog een geheel ander palet aan zaken worden behandeld. U vroeg naar het strafrechtelijk beleid. Om de interne

rechtsorde te handhaven is de genocidenwet in se niet prioritair. Toch kan niet aan de geest van de genocidenwet voorbijgegaan worden, evenmin als aan de consequentie van bepaalde gebeurtenissen in het buitenland voor het collectieve geweten van de hele beschaving. Volgens mij volstaat het te verwijzen naar de zaak-Butare zoals ze voor het Hof van Assisen werd behandeld. Het werk dat daar is afgeleverd, mag naar mijn mening gezien worden.

Op uw vierde vraag kan ik het volgende antwoorden. De internationale rechtshulp inzake daders van feiten zoals genocide bestraft door de wet van 16 juni 1993 voorziet in geen enkele specifieke bepaling. In zo'n geval zal de normale, klassieke procedure van internationale rechtshulp van toepassing blijven. Die procedures van gemeen recht werden bijvoorbeeld toegepast in het kader van het in België gehouden assisenproces van de vier Ruandezen. De wet van 22 maart 1996 behelst wel specifieke regels voor internationale rechtshulp, maar alleen in samenwerking met internationale ad hoc-tribunalen zoals het Ruanda-tribunaal en het Joegoslavië-tribunaal die beide ook bevoegd waren voor de vervolging van bepaalde genociden, met name de territoriaal omschreven genociden.

Dat is de stand van zaken. Daarmee is nog geen definitieve plooi gelegd. Vanaf het moment dat er wel een duidelijke richting is genomen, zal ik dat ook aan de commissie voor de Justitie meedelen. Desgevallend kunnen wij op dat moment het debat houden. Momenteel zijn we daar nog niet aan toe.

03.03 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik wil onmiddellijk aanknopen bij het laatste wat de minister heeft gezegd. Het is inderdaad belangrijk dat wij, zodra dit dossier een definitieve wending krijgt, de gelegenheid krijgen terzake een debat te voeren. Het gaat immers om genocide, om het bestrijden van misdrijven tegen de menselijkheid.

Ik dank de minister voor zijn antwoord. Hij heeft aangekondigd dat hij terzake voorzichtig moet zijn. Het antwoord van de minister was vrij duidelijk, in die zin dat ondanks de voorzichtige bewoordingen blijkt dat de klacht tegen Sharon een belangrijk element was voor het nemen van dit initiatief en dat op vraag van de minister van Buitenlandse Zaken – het een zal wel iets met het ander te maken hebben – een initiatief wordt genomen om aan de genocidewet te sleutelen.

Mijnheer de minister, ik hoop alleen dat men bij de beoordeling van eventuele nadelige diplomatieke gevolgen en risico's voor Belgen niet selectief te werk gaat in functie van de opinie van de een of de ander. Dat mag in een rechtstaat geen uitgangspunt zijn. Dit zal de wetgeving inderdaad niet uithollen. Men kan natuurlijk de drempel zo hoog leggen dat men de wetgeving nog nauwelijks toepasbaar maakt of in de toepassing aanzienlijk beperkt.

U zegt bovendien in een voorbereide nota – dit is niet onbelangrijk – dat de piste wordt bewandeld van het opschorten van de gevolgen van de aanstelling als burgerlijke partij. Dit lijkt mij een heel belangrijke ingreep te zijn, die de behandeling van dossiers in toepassing van de genocidewet aanzienlijk kan bemoeilijken. Dat de politie en het parket daarvoor niet gewapend zijn, wordt inderdaad bevestigd.

Ik zie met belangstelling de evolutie van dit dossier tegemoet. Ik hoop dat men daarbij niet selectief te werk gaat in functie van de een of andere klacht die voor de ene of de andere wel of niet in diplomatieke gevolgen zou doen resulteren ten aanzien van welk land dan ook.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De voorzitter: Mijnheer Coveliers, mevrouw Van de Castele is wat ik zou noemen een toeriste in deze commissie maar ze is natuurlijk even welkom. Mevrouw Van de Castele, u hebt een vraag over het spel der spelen?

04 Vraag van mevrouw Annemie Van de Castele aan de minister van Justitie over "vergunningen voor de uitbatingen van speelzalen" (nr. 5080)

04 Question de Mme Annemie Van de Castele au ministre de la Justice sur "les licences pour l'exploitation de salles de jeux" (n° 5080)

04.01 Annemie Van de Castele (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, ik ben inderdaad een toeriste in deze commissie maar ik wacht intussen al een uur om mijn vraag te kunnen stellen. Ik stel vast dat elke commissie haar eigen spelregels heeft. Het zou wel gemakkelijker zijn voor ons als men zich wat aan de agenda zou houden zodat wij zouden weten op welk tijdstip wij ongeveer onze vragen kunnen stellen. Dat geldt zeker als men invalt in een commissie waar men het niet gewend is de zaken te volgen.

Mijnheer de minister, aangezien ik geen lid ben

van deze eminente commissie heb ik de totstandkoming van de wet op de kansspelen als gewoon parlamentslid enigszins van op de achtergrond gevolgd. Ik heb vastgesteld dat die wet een hele lijdensweg heeft ondergaan en dat de toepassing ervan op het terrein momenteel nog steeds voor heel wat problemen zorgt. Het gaat dan onder meer om het verwijderen van de slots en het feit dat een aantal speelzalen daardoor vanaf 1 juli gesloten moet zijn. Ik zal het daar vandaag niet over hebben, ik wil het hebben over iets dat op het lokale vlak voor verwarring zorgt en waarover men duidelijkheid vraagt. Ik lees in de wet dat het uitbaten van een kansspelinrichting klasse 2 of een speelautomatenhal moet geschieden krachtens een convenant dat voorafgaandelijk wordt gesloten tussen de gemeente van vestiging en de uitbater. De beslissing om een dergelijk convenant te sluiten behoort tot de discretionaire bevoegdheid van de gemeente. Het convenant bepaalt waar de kansspelinrichting wordt gevestigd alsook de nadere voorwaarden, de openings- en sluitingsuren enzovoort. Er bestaat al een probleem in verband met de interpretatie van de discretionaire bevoegdheid van de gemeenten. Sommige gemeenten laten het aan de gemeenteraad over om terzake een beslissing neemt. Andere gemeenten oordelen dat het schepencollege bij machte is om daar zelf over te beslissen en al dan niet een convenant te sluiten. Een speelzaal die een vestiging op het oog heeft moet naast het convenant ook een vergunning klasse 2 bekomen. Voor het toekennen van die vergunning zijn een aantal criteria in de wet opgenomen, waaronder het zogenaamde afstandscriterium. Men moet er dus voor zorgen dat de speelzalen niet gevestigd worden in de nabijheid van onderwijsinstellingen, ziekenhuizen, plaatsen die vooral door jongeren worden bezocht, plaatsen waar erediensten worden gehouden en gevangenissen. Het probleem gaat juist daarover. In een aantal steden moet de gemeente beslissen om een convenant af te sluiten voor een vestiging op een bepaalde plaats, terwijl men in het ongewisse verkeert of het nabijheidscriterium al dan niet wordt gerespecteerd. In een aantal steden is er het manifeste bewijs dat een speelzaal geopend wordt in de onmiddellijke nabijheid van een aantal scholen of instellingen die door de wet worden gevisieerd.

Het is de bedoeling van de wet te verhinderen dat jongeren in de verleiding komen om naar dergelijke speelzalen te gaan. Het zou volgens mij dan ook nuttig zijn dat diegenen die over het convenant moeten beslissen inzagerecht hebben om na te gaan of al dan niet aan het criterium van

de vijfhonderd meter wordt voldaan. In mijn arrondissement heeft de gemeenteraad van Halle beslist om een convenant te sluiten. Eén van de gemeenteraadsleden van de oppositie heeft toen een aantal vragen gesteld over de toepassing hiervan, meer bepaald over de strengheid waarmee de norm van vijfhonderd meter moet worden toegepast. In het koninklijk besluit betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen lees ik dat ter controle een plan van de wijk mee moet worden opgestuurd naar de Kansspelcommissie. In een straal van vijfhonderd meter moeten onder meer de onderwijsinstellingen en de ziekenhuizen duidelijk worden aangeduid. De gemeenteraadsleden willen dus in de eerste plaats weten hoe streng deze norm geïnterpreteerd moet worden. Het antwoord dat het betrokken gemeenteraadslid heeft gekregen van de Kansspelcommissie was niet echt bevredigend. Het antwoord zegt: "Het dient opgemerkt dat de vijfhonderdmeternorm een afmeting is op een gevraagde kaart waar alle hinderlijke instellingen dienen te worden op aangegeven. Het komt enkel de Kansspelcommissie toe uit te maken of een inrichting al dan niet in de nabijheid ligt van...".

Dit is een eigenaardige interpretatie. Ook een gemeente die een convenant afsluit moet de wet respecteren en moet, mijns inziens, er mee op toezien dat die inrichting niet in de nabijheid van een van die instellingen ligt.

Ook op de vraag of de vergunningsaanvraag geen deel moet uitmaken van het dossier of ter inzage moet liggen voor de leden van de gemeenteraad die de beslissing inzake de convenant moeten nemen of de beslissing terzake van het schepencollege moeten kunnen onderzoeken, antwoordt de Kansspelcommissie mijns inziens onbevredigend. De Kansspelcommissie stelt dat de inhoud van de vergunningsaanvraag niet onder de wet op de openbaarheid van bestuur valt zodat er geen inzage kan worden gegeven tenzij aan de aanvrager en de Kansspelcommissie zelf.

Mijnheer de minister, dit is een aanfluiting van de lokale autonomie en de verantwoordelijkheid die de lokale besturen terzake hebben. Graag vernam ik uw standpunt terzake.

04.02 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, collega Van de Casteele, het is niet de eerste keer dat ik vragen krijg met betrekking tot de wet van 7 mei 1999 waarvan u terecht zegt dat ze een moeizame ontstaansgeschiedenis heeft gekend. Alhoewel u dit terecht zegt, wens ik eraan toe te voegen dat bij lezing van deze wet de

principes die Kamer en Senaat hebben willen vastleggen heel duidelijk tot uiting komen.

Wat de toepassing op het terrein betreft, stel ik vast dat een aantal belangen een rol blijven spelen en dat men op zoek is gegaan naar mogelijke betwistbare punten in de wet om zijn rechten te laten gelden.

Wat de straal van 500 meter betreft, is het artikel 3 van het koninklijk besluit over de werking en het beheer van de klasse II-inrichtingen (de lunaparken) zeer duidelijk. Het is een indicatieve meetnorm die niet als zodanig verplicht dient opgevolgd te worden. Binnen de straal van 500 meter moeten de instellingen die vervat zijn in het artikel 36,4 worden aangeduid op een plan. Deze gegevens moeten de Kansspelcommissie toelaten een beslissing te nemen inzake het al of niet verlenen van een licentie. Als de 500 meter echt storend is omdat de afstand zeer kort is en men zeker is dat bepaalde instellingen in de onmiddellijke actieradius van de vestigingen liggen, heeft de Kansspelcommissie alle redenen om de licentie te weigeren. 500 meter kan in andere omstandigheden, bij voorbeeld via een parcours van moeilijke bereikbaarheid, bij de commissie wel aanleiding geven om toch een licentie te verlenen omdat de commissie van oordeel is dat er geen echt gevolg is.

Het in artikel 36 opgenomen "in de nabijheid van" en de invulling ervan vallen volledig onder de bevoegdheid van de Kansspelcommissie - de wet heeft dit uitdrukkelijk bepaald - en is niet verbonden aan een exacte afleiding. Dit heeft de Kansspelcommissie ook geantwoord. Haar antwoord heeft ze echter verschaft op basis van de werkzaamheden van het Parlement. De gemeente kan wel verwijzen naar de instellingen in de nabijheid, desgevallend zich baseren op een afstand van 500 meter, maar kan op basis van deze afstand geen convenant weigeren. Laat dat duidelijk zijn.

Alhoewel het correct is dat de regels van de openbaarheid van bestuur niet van toepassing zijn op de aanvragen die verstuurd worden naar de Kansspelcommissie, voeg ik eraan toe dat de gemeenten vanuit hun eerstelijnspositie het best geïnformeerd zijn inzake het reilen en zeilen van deze instellingen. De gemeenten kennen de instellingen, weten hoe ze gefrequenteerd worden, kennen de bereikbaarheid en de ingesteldheid van de gemeente. De gemeenten zijn het best geïnformeerd met betrekking tot een mogelijke inplanting van een inrichting van klasse II. Men moet de gemeentelijke autonomie die hier speelt

haar werk laten doen.

Ik denk dat wij in deze omstandigheden bij de lezing van de voorbereidende werkzaamheden, zowel in Kamer als in Senaat, voldoende duidelijkheid hebben gegeven. Ik begrijp evenwel dat in deze sector, die van de kansspelen, elke onduidelijkheid wordt aangegrepen om nog een discussie te kunnen voeren.

04.03 Annemie Van de Casteele (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u hebt het antwoord van de Kansspelcommissie integraal bevestigd. Ik kan alleen zeggen dat de mensen die ons deze vraag hebben gesteld hier helemaal geen belang bij hebben, tenzij de maximale bescherming van de lokale gemeenschap.

Als u zegt dat de wet zo moet worden geïnterpreteerd, dan is er in de wet zelf een probleem. U zegt zelf dat de eerstelijnspositie van de gemeenten niet optimaal werd gebruikt. Volgens mij moesten de gemeenten in eerste instantie oordelen of er een gevaar bestaat omwille van de nabijheid van een inrichting die in de wet wordt vermeld. U laat de beslissing over aan een Kansspelcommissie die heel wat verder afstaat van wat op het terrein gebeurt. Niemand kan controleren of de ingediende kaart ook klopt en of alle inrichtingen daarop correct zijn weergegeven. Volgens mij zit daar het zwakke punt van de hele constructie en ik vind het een gebrek aan transparantie. Ik neem nog aan dat men voor de aanvraag tot vergunning een aantal elementen moet verstrekken die niet voor inzage vatbaar zijn, maar het afstandscriterium dient zeker onder de openbaarheid van bestuur te vallen. Ik vind ook dat de mensen moeten kunnen controleren of de aanvragen correct zijn ingediend, of ze de correcte gegevens bevatten en of de Kansspelcommissie op een correcte manier heeft geoordeeld over de naleving van de wet.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

La question n° 4976 de M. André Frédéric est reportée.

05 Vraag van de heer Hugo Coveliers aan de minister van Justitie over "de strijd tegen software-namaak en -piraterij" (nr. 4991)

05 Question de M. Hugo Coveliers au ministre de la Justice sur "la lutte contre l'imitation et la piraterie en matière de logiciels" (n° 4991)

05.01 **Hugo Coveliers** (VLD): Mijnheer de voorzitter, eerlijk gezegd had ik mijn vraag over de namaak van software al een tijdje in petto. Ik wilde wachten op ietwat rustiger tijden om ze aan de minister te stellen, maar ik denk dat mijn inschatting wat dat betreft verkeerd was. Daarom stel ik ze nu toch maar. Mijn vraag is belangrijk. Iedereen is ervan overtuigd – en dit blijkt ook uit een aantal colloquia die onlangs werden gehouden – dat de georganiseerde misdaad moet worden aangepakt via zijn structuren en via het proberen wegnemen van de illegale opbrengsten ervan. Wat de mensenhandel betreft, betekent het wegnemen van de winsten ook dat de toevloed van mensen wordt weggenomen. Dit aspect gaat echter nog gebukt onder een aantal problemen, waarover men nog zal moeten nadenken.

Ook voor het namaken van producten gelden bovenstaande principes. Sommigen zeggen dat het namaken van merkartikelen enkel een probleem is voor de eigenaar van het merk. Daarbij denkt men onmiddellijk aan bijzonder grote multinationals, die hun probleem zelf maar zouden moeten oplossen. Ik weet dat een aantal van die firma's inderdaad beschikken over een aantal private politieorganisaties die trachten de namaakproducten op te sporen. Ook voor de reguliere politie blijft het echter een belangrijk probleem. Handel in namaak is immers voor de criminele organisaties een middel om fondsen te verwerven waarmee zij andere activiteiten, die minder lucratief of meer risicovol zijn, financieren. Op die manier krijgen wel zij een greep op het economische gebeuren, wat bijzonder gevaarlijk is voor onze maatschappij.

Collega's, ik hoef niet te verwijzen naar wat nu in Antwerpen op het Falconplein gebeurt. Daar heeft men de handel in nepartikelen voor een groot deel kunnen verdrijven. Zodra men echter niet meer tegen het verschijnsel optreedt, duikt het elders, zelfs in gesloten panden, weer op. De verliezen door deze handel worden wereldwijd geraamd op 250 miljard US dollar. Voor Europa alleen betekent het een verlies van 100.000 legale arbeidsplaatsen. Wellicht zijn die gedeeltelijk vervangen door illegale arbeidsplaatsen. In 1999 werden door de douanediens van de Europese Unie meer dan 25 miljoen nagemaakte producten en piraatartikelen in beslag genomen. Dit betekent een monumentaal verlies, niet alleen voor de economie en voor de bedrijfswereld, maar ook voor de overheid. De overheid verliest hier immers niet alleen de BTW of de accijnzen, maar vooral de sociale lasten die op legale tewerkstelling worden betaald.

Ik neem als voorbeeld de computerspelletjes, een belangrijk element voor iedereen die kinderen of kleinkinderen heeft. Op dit ogenblik kan men geen kind tegenkomen, of het heeft een computerspelletje. Niet alleen kinderen trouwens. Het verlies door namaak van deze spelletjes wordt door de softwarefabrikanten geraamd op jaarlijks 3 miljard US dollar. Het tegengaan van deze handel in malafide goederen is een zeer grote uitdaging. Deze goederen worden meestal niet in Europa gemaakt, maar in goedkopere landen, en dan nog in het illegale circuit aldaar. Men moet die goederen dus eerst naar hier transporteren, waartegen men zou kunnen optreden. Men moet in elk geval die goederen tot een aanvaardbaar niveau terugdrijven. Ik geloof niet in perfectie. Men mag niet denken dat men deze handel compleet kan uitroeien. Men kan hem wel tot een aanvaardbaar niveau terugbrengen.

Volgens de jongste cijfers zou in België alleen al 36% van de software nagemaakt zijn. Eén op drie van de programma's die hier lopen, zijn piraatversies, met alle risico's die daaraan verbonden zijn.

Dat betekent in ons land alleen al een verlies van 82 miljoen euro. Het zijn vooral de gebruikers die hiervan het slachtoffer zijn, want zij hebben geen enkele zekerheid omtrent de kwaliteit van hun investering. Zij lopen bovendien het risico om onbewust de wet te overtreden. Wie illegale software gebruikt, ook al heeft hij ze zelf niet verworven, en niet is nagegaan of er inderdaad een licentie bestaat, is met toepassing van de wet strafbaar.

Gelet op die bekommerning heb ik de volgende vragen, mijnheer de minister. Ten eerste, bestaat er een analyse over de omvang van het misdrijf, dat lijkt – dat is natuurlijk een subjectieve perceptie – toe te nemen? In hoeverre moet de bestaande wetgeving eventueel worden aangepast?

Ten tweede, hoever staat het met het overleg tussen u en uw collega bevoegd voor Economische Zaken, die daarin ten eerste geïnteresseerd moet zijn?

Ten derde, meent u dat het zinvol is het College van procureurs-generaal dat, zoals collega Van Parys terecht heeft herhaald, samen met u het strafbeleid bepaalt, te vragen om de vervolging van dergelijke misdrijven een hogere prioriteit te geven en ze efficiënter te maken? Dat is des te belangrijker omdat het gaat over immense winsten. Er is trouwens al een goed initiatief

ontplooid: zo hebben de kaalplukteams van Antwerpen onlangs nog aanzienlijke bedragen gelokaliseerd. De enige reële sanctie voor dergelijke criminaliteit is volgens mij het kaal plukken, dus het wegnemen van niet alleen het vermogen gegenereerd uit het misdrijf, maar ook van de rest van het vermogen, waarvan niet kan worden bewezen dat het door een legale activiteit is binnengerijfd.

Ten slotte, het mankeert nog aan – dit geldt voor alle vormen van georganiseerde misdaad – internationale samenwerking, waarin geografisch grote landen zoals de Verenigde Staten het veel beter doen. Inderdaad, misschien moet Europol, dat waarschijnlijk ook zal worden gelast met de bescherming van de euro, naast de onderzoeksbevoegdheid inzake mensenhandel ook die inzake de piraterij van merkartikelen worden toegekend, omdat beide fenomenen vaak samengaan. Inderdaad, wie het slachtoffer wordt van mensenhandelaars, wordt vaak, als die niet in de prostitutie wordt geduwd, in die sector tewerkgesteld.

Ik besef dat het thema dat ik te berde breng, niet onmiddellijk actueel is, maar ik ben ervan overtuigd dat het in de nabije toekomst tot een prangend probleem kan uitgroeien.

05.02 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, aan collega Coveliers laat ik bij wijze van inleiding opmerken dat elke belangrijke vooruitgang in de techniek, wat vaak als een vooruitgang van de menselijkheid wordt omschreven, een keerzijde heeft. Inderdaad, bij belangrijke omwentelingen ontspringt zich vaak een crimineel aspect. Hier hebben we het over het illegaal kopiëren van software.

Wanneer ik de diverse vormen ervan vaststel, dan is het fenomeen toch beangstigend. Het gaat immers van het kopiëren door de eindgebruiker – en dat zijn meestal de consumenten of de bedrijven – en het installeren van software zonder licentie op PC's die dan door de consumenten worden gekocht, tot het illegaal kopiëren tout court op grote schaal en zelfs het kopiëren door de grote distributeurs. We hebben nogal gemakkelijk de neiging om te denken dat het enkel de eindgebruiker is die daar wat voor eigen profijt mee prutst. Er zijn echter anderen die bijzonder goed georganiseerd te werk gaan.

U merkt onmiddellijk dat het misdrijf namaak een zeer complex gegeven is. Volgens recente gegevens zou één op drie Belgen zich aan dat soort namaak bezondigen, hetgeen betekent dat

de piraterij door de publieke opinie niet echt als een misdrijf wordt beschouwd. De koper verwerft immers het product tegen een lagere prijs, maar vaak met dezelfde faciliteiten. De houding van het publiek daartegenover kan worden vergeleken met die tegenover belastingontduiking.

Dat wil niet zeggen dat de overheid het oogluikend moet toelaten, integendeel. Piraterij gebeurt op grote schaal en het bedreigt hoe dan ook het economisch weefsel. Cijfers leren dat in 1999 de geraamde inkomstenverliezen voor de industrie respectievelijk 680 miljoen dollar in het Verenigd Koninkrijk, 652 miljoen dollar in Duitsland en 548 miljoen dollar in Frankrijk bedroegen. Ik heb dan nog niet gesproken over het daarmee gepaard gaande onnodige verlies van vele duizenden arbeidsplaatsen. Het spreekt vanzelf dat de piraterij ten nadele is van de markteconomie.

Bovendien moeten intellectuele eigendommen, net zoals materiële eigendommen, beschermd worden. Het grote probleem is dat ze gemakkelijk worden gestolen, verzonden en nagemaakt door een klik op de muis. Die misdrijven zijn bij uitstek grensoverschrijdend. Ik besef dan ook goed dat de bestrijding ervan een internationale aanpak vergt, te meer daar uitgerekend Vietnam, China, de vroegere Sovjetunie en de Russische federatie zich bezighouden met het frauduleus kopiëren.

Laten we dat echter eerst proberen te realiseren op het vlak van de Europese Unie. Ik verwijs naar het Europees groen boek: "A green paper on combatting counterfeiting and piracy in the single market" van 30 maart 2000. Daarin kondigt de Europese Commissie een voorstel van richtlijnen aan ter bestrijding van de piraterij. Ik laat door mijn diensten onderzoeken op welke manier de goedkeuring van de richtlijn kan worden versneld. Mijns inziens moeten we van het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie gebruikmaken om werk te maken van de uitvaardiging van die richtlijn.

Wat het Belgisch recht betreft, heb ik vastgesteld dat er problemen zijn inzake het beslag bij namaak en inzake de berekening van de schadevergoeding. Er moet bijvoorbeeld worden nagegaan in welke mate de wet op de auteursrechten zou moeten worden aangepast om het hoofd te bieden aan de problemen waarmee we nu worden geconfronteerd. Daarom heb ik contact genomen met mijn collega's van Economische Zaken en Financiën om een overleg te organiseren en de problematiek in al zijn facetten te onderzoeken. De ministers van respectievelijk Economie, Financiën en Justitie

zijn inderdaad samen bevoegd voor aspecten van de wet op de auteursrechten.

Ik ben er dan ook van overtuigd dat er in de komende maanden ongetwijfeld op het thema zal worden teruggekomen. Een aanpak van het probleem moet dus niet enkel op Europees vlak met de voorstelling van de eerder aangekondigde richtlijn.

Wij zullen dat dus niet alleen op het Europese vlak doen omdat de aangekondigde richtlijn wellicht ook in de komende maanden effectief zal gepresenteerd worden, maar in de tweede plaats ook op het Belgisch vlak omdat we toch een aanpassing van de wet op de auteursrechten zullen moeten overwegen. Ik moet vaststellen dat, bijvoorbeeld in het beslag inzake namaak we ongeveer met de rug tegen de muur staan omdat deze wet te eng van interpretatie is om ook te kunnen worden toegepast op deze nieuwe vorm van criminaliteit.

05.03 **Hugo Coveliers** (VLD): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn uiteenzetting. Ik stel met vreugde vast dat men niet wacht op de Europese wetgeving, alhoewel de richtlijn, het Green Book, een zeer degelijk document is. Hopelijk kan dat document onder het Belgisch voorzitterschap concreet geformuleerd worden. Het volstaat echter niet om over een Europese richtlijn te beschikken. Men moet deze ook ter plaatse uitvoeren. Ik verwelkom dan ook uw initiatief en denk dat vooral Economische Zaken en Financiën hier voordeel kunnen uit halen en hier ettelijke miljarden kunnen uit putten die men op andere vlakken kan gebruiken.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt
gesloten om 12.10 uur.
La réunion publique de commission est levée à
12.10 heures.*



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

COMMISSION DE LA JUSTICE

dinsdag

mardi

03-07-2001

03-07-2001

09:22 uur

09:22 heures

INHOUD

- Vraag van de heer Olivier Chastel tot de minister van Justitie over "het personeelstekort bij de CDBC" (nr. 5001) 1
Sprekers: Olivier Chastel, Marc Verwilghen, minister van Justitie
- Vraag van de heer Tony Van Parys tot de minister van Justitie over "de oprichting van gesloten instellingen voor jeugdige criminelen door de federale overheid" (nr. 5078) 2
Sprekers: Tony Van Parys, Marc Verwilghen, minister van Justitie, Thierry Giet
- Vraag van de heer Tony Van Parys tot de minister van Justitie over "de aangekondigde wijziging van de genocidewet naar aanleiding van de klachten tegen Sharon en Saddam Hoessein" (nr. 5079) 5
Sprekers: Tony Van Parys, Marc Verwilghen, minister van Justitie
- Vraag van mevrouw Annemie Van de Casteele tot de minister van Justitie over "vergunningen voor de uitbatingen van speelzalen" (nr. 5080) 7
Sprekers: Annemie Van de Casteele, Marc Verwilghen, minister van Justitie
- Vraag van de heer Hugo Coveliers tot de minister van Justitie over "de strijd tegen software-namaak en –piraterij" (nr. 4991) 8
Sprekers: Hugo Coveliers, voorzitter van de VLD-fractie, Marc Verwilghen, minister van Justitie

SOMMAIRE

- Question de M. Olivier Chastel au ministre de la Justice sur "le manque de personnel à l'OCRC" (n° 5001) 1
Orateurs: Olivier Chastel, Marc Verwilghen, ministre de la Justice
- Question de M. Tony Van Parys au ministre de la Justice sur "la création par le pouvoir fédéral d'établissements fermés pour les délinquants juvéniles" (n° 5078) 2
Orateurs: Tony Van Parys, Marc Verwilghen, ministre de la Justice, Thierry Giet
- Question de M. Tony Van Parys au ministre de la Justice sur "la modification de la loi relative au crime de génocide annoncée à la suite des plaintes déposées contre Ariel Sharon et Saddam Hussein" (n° 5079) 5
Orateurs: Tony Van Parys, Marc Verwilghen, ministre de la Justice
- Question de Mme Annemie Van de Casteele au ministre de la Justice sur "les licences pour l'exploitation de salles de jeux" (n° 5080) 7
Orateurs: Annemie Van de Casteele, Marc Verwilghen, ministre de la Justice
- Question de M. Hugo Coveliers au ministre de la Justice sur "la lutte contre l'imitation et la piraterie en matière de logiciels" (n° 4991) 8
Orateurs: Hugo Coveliers, président du groupe VLD, Marc Verwilghen, ministre de la Justice

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

van

DINSDAG 03 JULI 2001

09:22 uur

COMMISSION DE LA JUSTICE

du

MARDI 03 JUILLET 2001

09:22 heures

De vergadering wordt geopend om 10.26 uur door de heer Fred Erdman, voorzitter.

01 Vraag van de heer Olivier Chastel tot de minister van Justitie over "het personeelstekort bij de CDBC" (nr. 5001)

01.01 Olivier Chastel (PRL FDF MCC): Bij de Centrale Dienst voor de bestrijding van de corruptie (CDBC), het voormalige Hoog Comité van toezicht, werken nog maar 40 van de speurders die de vroegere dienst bemanden. Het personeel zou gedemotiveerd zijn door de werking van de nieuwe dienst, en daarom weglopen. Volgens sommigen zou het de bedoeling zijn de poten onder de dienst weg te zagen.

Klopt het dat het personeelstekort gevolgen heeft voor de behandeling van sommige dossiers? Welke maatregelen denkt u te nemen?

Kloppen de persberichten over de problemen bij de CDBC ?

Is u van plan het takenpakket van de CDBC te herzien ?

Waarom werden de leden van de CDBC nooit officieel in kennis gesteld van de besluiten waarbij hun standplaats vastgesteld wordt op de zetel van het hof van beroep van het ambtsgebied waar hun domicilie gelegen is ?

01.02 Minister **Marc Verwilghen** (*Frans*) : In samenwerking met mijn collega van Binnenlandse Zaken werd een reorganisatieplan voor de CDBC in de steigers gezet.

De CDBC kreunt onder een enorme werkbelasting. Er is momenteel een onderzoek aan de gang naar de werkbelasting van de onderscheiden diensten

La séance est ouverte à 10.26 heures par M. Fred Erdman, président.

01 Question de M. Olivier Chastel au ministre de la Justice sur "le manque de personnel à l'OCRC" (n° 5001)

01.01 Olivier Chastel (PRL FDF MCC): L'Office central pour la répression de la corruption (OCRC), ex-Comité supérieur de contrôle, ne compte plus en son sein que 40 des enquêteurs qui formaient l'ancien service. La cause de cette perte de personnel serait la démotivation liée au fonctionnement du nouveau service. Selon certains, il y aurait volonté de saper l'efficacité de celui-ci.

Est-il exact que le traitement de certains dossiers est affecté par le manque de personnel ? Quelles mesures comptez-vous prendre ?

Les problèmes soulevés par la presse correspondent-ils à la réalité ?

Avez-vous l'intention de redéfinir le cadre de mission de l'OCRC ?

Pourquoi n'a-t-on jamais notifié aux membres de l'OCRC les arrêtés fixant leur résidence administrative au siège de la cour d'appel du ressort de leur domicile ?

01.02 Marc Verwilghen , ministre (*en français*): Un plan de réorganisation de l'OCRC a été initié, en collaboration avec mon collègue de l'Intérieur.

La charge de travail de l'OCRC est énorme. Une étude actuellement en cours doit définir la charge de travail à laquelle sont confrontés les différents

van de federale politie, en er wordt nagegaan op welke punten er dringend bijgestuurd moet worden.

De CDBC telt op dit moment 46 speurders, en is altijd al een uiterst performante dienst geweest. Sinds 1998 liep de dienst inderdaad stilletjes leeg, en daar waren diverse oorzaken voor.

Voor de regering en mijzelf is de corruptiebestrijding een topprioriteit. De CDBC oefent geen preventieve controle meer uit op de toekenning van overheidsopdrachten. Daarom wordt trouwens overwogen een federale multidisciplinaire dienst voor corruptiebestrijding in te stellen.

Ik bepleit de oprichting van een cel naar het voorbeeld van de cel voor financiële informatieverwerking, waar de "verklaringen van vermoedens" van de onderscheiden besturen zouden worden ingediend.

Het besluit houdende vaststelling van de standplaats van de CDBC-leden werd niet ondertekend omdat het technisch nog wat moest worden bijgevijsd. Rekening houdend met de bevoegdheid van de minister van Binnenlandse Zaken inzake het beheer van de federale politie, zullen de oplossingen worden onderzocht.

De toestand bij deze dienst moet met de nodige aandacht gevolgd worden. De lont moet uit het kruitvat worden gehaald.

01.03 Olivier Chastel (PRL FDF MCC): Ik twijfel er zeker niet aan dat corruptiebestrijding een topprioriteit is voor de regering. Ik zie de toekomst van deze dienst dan ook met vertrouwen tegemoet.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Tony Van Parys tot de minister van Justitie over "de oprichting van gesloten instellingen voor jeugdige criminelen door de federale overheid" (nr. 5078)

02.01 Tony Van Parys (CVP): De Brusselse jeugdrechters klagen over een gebrek aan opvangmogelijkheden voor jonge criminelen. Onlangs werd een jonge *carjacker* vrijgelaten wegens gebrek aan plaats. Het probleem wordt steeds nijpender.

De gesloten instellingen zijn in de eerste plaats een gemeenschapsbevoegdheid, maar het staat buiten

services de la police fédérale et les corrections urgentes à apporter.

L'OCRC compte actuellement 46 enquêteurs. Le service a toujours été très performant. Il est vrai que, depuis 1998, on a pu constater un dépeuplement progressif dû à diverses raisons.

Le gouvernement et moi-même considérons que la lutte contre la corruption représente une priorité essentielle. L'OCRC n'exerce désormais plus de contrôle préventif sur l'attribution des marchés publics, raison pour laquelle est envisagée la création d'un Office fédéral anti-corruption multidisciplinaire.

Je plaide en faveur de la mise sur pied d'une cellule fonctionnant sur le modèle de la cellule de traitement des informations financières, recueillant les "déclarations de soupçons" émanant des diverses administrations.

L'arrêté fixant la résidence administrative des membres de l'OCRC n'était techniquement pas au point, raison pour laquelle il ne fut pas signé. Les remèdes seront examinés, compte tenu de la compétence du ministre de l'Intérieur pour la gestion de la police fédérale.

Ce service mérite une attention certaine. Les tensions qui existent en son sein doivent être dénouées.

01.03 Olivier Chastel (PRL FDF MCC): Je ne doute évidemment pas que la répression de la corruption représente une priorité pour le gouvernement. Dans ces conditions, je suis confiant pour l'avenir du service.

L'incident est clos.

02 Question de M. Tony Van Parys au ministre de la Justice sur "la création par le pouvoir fédéral d'établissements fermés pour les délinquants juvéniles" (n° 5078)

02.01 Tony Van Parys (CVP): Les juges de la jeunesse de Bruxelles se plaignent d'un manque de possibilités d'accueil pour les jeunes criminels. Récemment, un jeune *carjacker* a été remis en liberté à cause du manque de place. Le problème ne fait que s'aggraver.

Les établissements fermés sont, en premier lieu, une compétence communautaire, mais il est évident

kijf dat ook de federale overheid die instellingen kan oprichten. In de begroting 2001 is de oprichting van vijf gesloten instellingen voor jongeren opgenomen. Eén van deze instellingen zou al in april 2001 operationeel worden. Komen deze instellingen er binnenkort?

02.02 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): Zolang het voorontwerp van wet houdende antwoorden op delinquent gedrag door minderjarigen niet is goedgekeurd, behoort de organisatie en capaciteit van gesloten instellingen tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen.

Het voorontwerp van wet voorziet in federale centra met een gesloten regime. Het aantal, de spreiding, de inrichting en het tucht- en klachtenrecht zullen geregeld worden bij in Ministerraad overlegd KB. De kans dat het voorontwerp van wet nog dit jaar zal worden goedgekeurd is klein. Het beperkte budget voor 2001 zal dan wellicht ook niet worden aangesproken.

Ik heb de bevoegde gemeenschapsministers op het probleem gewezen. In het najaar zal ik over dit probleem overleg plegen met de magistratuur. De wet van 1980 speelt ons parten. Om zelf te kunnen optreden is er een wettelijke basis nodig.

02.03 **Tony Van Parys** (CVP): Ik betwist dat de federale overheid niet bevoegd zou zijn voor de oprichting van gesloten inrichtingen voor jeugdige delinquenten. Het is de verantwoordelijkheid van de regering dat het voorontwerp niet klaar is. De ingeroepen redenen zullen de publieke opinie niet kunnen overtuigen.

Ik stel voor de bespreking van het bestaande wetsvoorstel inzake het jeugdsanctierecht onmiddellijk aan te vatten, zodat het probleem zo snel mogelijk kan worden opgelost. Is de minister daartoe bereid?

02.04 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): Ik neem akte van het voorstel van de heer Van Parys. Mijn werk is af en ik heb de regering op het hoogdringend karakter gewezen. Ik zal zo snel mogelijk met het ontwerp naar het Parlement komen, waarbij beide teksten kunnen worden samengevoegd.

02.05 **Tony Van Parys** (CVP): Een behandeling voor het einde van het jaar is volgens de minister weinig waarschijnlijk. Wanneer zal het ontwerp door de Ministerraad worden besproken? Wat zal de PS doen? Wij hebben de gelegenheid om dit ernstig

que l'Etat fédéral peut également ouvrir de tels établissements. Le budget 2001 prévoit la création de cinq établissements fermés pour jeunes. L'un d'eux serait déjà opérationnel en avril 2001. Qu'en est-il pour les autres établissements?

02.02 **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*): Tant que l'avant-projet de loi qui devrait apporter des réponses au problème de la délinquance juvénile n'a pas été approuvé, l'organisation et la capacité des centres fermés pour mineurs relèvent de la compétence des communautés.

L'avant-projet de loi prévoit des centres fédéraux à régime fermé. Le nombre, la répartition, l'aménagement et le règlement disciplinaire et de plaintes seront réglés par un arrêté royal délibéré en conseil des ministres. Il est peu probable que l'avant-projet soit encore approuvé cette année. Par conséquent, le budget limité pour 2001 ne sera pas utilisé.

J'ai signalé ce problème aux ministres communautaires compétents. En automne, je me concerterai avec la magistrature au sujet de ce problème. La loi de 1980 nous complique la tâche. Nous avons besoin d'une base légale pour pouvoir agir.

02.03 **Tony Van Parys** (CVP): Je conteste que l'autorité fédérale n'est pas compétente pour créer des établissements fermés destinés aux délinquants juvéniles. Si l'avant-projet n'est pas prêt, c'est la faute du gouvernement. Les motifs qu'il invoque pour justifier son retard ne convaincront pas l'opinion publique.

Je propose d'entamer immédiatement la discussion de la proposition de loi existante en matière de droit pénal de la jeunesse de manière à résoudre le problème le plus vite possible. Le ministre est-il disposé à procéder ainsi ?

02.04 **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*): Je prends acte de la proposition de M. Van Parys. J'ai terminé mon travail et j'ai attiré l'attention du gouvernement sur le caractère urgent de ce projet. Je le déposerai au Parlement aussitôt que possible, de sorte que les deux textes puissent être joints.

02.05 **Tony Van Parys** (CVP): Le ministre juge peu probable que ce projet puisse être traité avant la fin de l'année. Quand le Conseil des ministres l'examinera-t-il ? Quelle position adoptera le PS à son égard ? Nous avons aujourd'hui l'occasion de

probleem te bespreken op basis van een parlementair initiatief. Ik vraag de instemming van de minister met een prioritaire behandeling van het wetsvoorstel in de commissie voor de Justitie. De meerderheid kan dan amendementen indienen. Gaat de minister hiermee akkoord?

02.06 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): Die vraag moet niet aan mij worden gesteld. Het Parlement moet oordelen over de urgentie. Ik wil alles doen wat voor een snelle oplossing kan zorgen. Ik ben met mijn werk klaar. Tegen een parlementair initiatief zal ik mij niet verzetten.

De **voorzitter**: Op 11 juli vergadert de commissie niet en op dinsdagnamiddag komt het wetsontwerp over de anonieme getuigen in plenaire vergadering aan bod. Op dinsdagochtend is de commissie gewijd aan interpellaties en vragen. Verder zijn er al vijf ontwerpen geagendeerd. De minister zal in die lijst de prioritaire ontwerpen aanwijzen en het voorstel inzake jeugdsanctierecht kan daarna worden geagendeerd.

02.07 **Tony Van Parys** (CVP): Ik ben tevreden met dit antwoord. Ik vraag de voorzitter om het wetsvoorstel in te schrijven op de agenda van volgende week.

02.08 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): Op dinsdagnamiddag is mijn aanwezigheid in het Europees Parlement vereist.

De **voorzitter**: We zullen dus een andere oplossing moeten zoeken voor het wetsontwerp over de anonieme getuigen.

02.09 **Tony Van Parys** (CVP): Ik stel voor begin september onze commissiewerkzaamheden te hervatten met het wetsvoorstel-jeugdsanctierecht.

02.10 **Thierry Giet** (PS): Momenteel zijn we aan de vragen.

Indien er gedebatteerd moet worden over de regeling van de werkzaamheden, vraag ik dat die bespreking wordt geagendeerd zodat onze collega's op de hoogte zijn.

02.11 **Tony Van Parys** (CVP): Beseft de heer Giet de omvang van het probleem wel? Heeft hij de persmededeling van de Brusselse jeugdrechters begrepen? De PS heeft al de regeling voor de

nous pencher sur ce problème sérieux sur la base d'une initiative parlementaire. Je demande au ministre d'approuver un traitement prioritaire de la proposition de loi en commission de la Justice. La majorité aura alors le loisir de déposer des amendements. Le ministre est-il d'accord avec cette marche à suivre ?

02.06 **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*): Ce n'est pas à moi que vous devez poser cette question. C'est au Parlement qu'il appartient de se prononcer sur l'urgence. Cela dit, je suis disposé à faire tout ce qui est de nature à permettre une solution rapide. J'ai fait ma part du travail. Je ne m'opposerai pas à une initiative parlementaire.

Le **président**: La commission ne se réunira pas le 11 juillet et le projet de loi relatif aux témoins anonymes sera examiné en séance plénière le mardi après-midi. Le mardi matin, la commission sera consacrée aux interpellations et aux questions. Par ailleurs, cinq projets figurent déjà à l'ordre du jour. Le ministre désignera dans cette liste les projets prioritaires et la proposition relative au droit pénal de la jeunesse pourra figurer à l'ordre du jour ensuite.

02.07 **Tony Van Parys** (CVP): Votre réponse me satisfait. Je demande au Président d'inscrire la proposition de loi à l'ordre du jour de la semaine prochaine.

02.08 **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*): Ma présence est requise, le mardi après-midi, au Parlement européen.

Le **président**: Nous devons donc rechercher une autre solution pour le projet de loi concernant les témoins anonymes.

02.09 **Tony Van Parys** (CVP): Je propose de reprendre les travaux de notre commission au début du mois de septembre avec à l'ordre du jour la proposition relative au droit pénal de la jeunesse

02.10 **Thierry Giet** (PS): Nous sommes actuellement dans le cadre des questions.

S'il y a à discuter de l'ordre des travaux, je souhaite que cette discussion soit inscrite à l'ordre des travaux, afin que nos collègues en soient informés.

02.11 **Tony Van Parys** (CVP): M. Giet est-il bien conscient de l'ampleur du problème? A-t-il saisi le sens du communiqué de presse diffusé par les juges de la jeunesse bruxellois? Le PS a déjà

spijtoptanten tegengehouden. Voor ons kan het niet langer dat er geen oplossing is voor jonge criminelen. Het parlementair initiatief mag niet worden tegengehouden. Men moet ons niet voortdurend beledigen vanwege de opkomst van extreem-rechts in Vlaanderen en tegelijk de oplossingen die wij voorstellen tegenhouden.

02.12 Thierry Giet (PS): Ik begrijp niet waarom ik mijn mening niet mag geven, terwijl alle anderen dit net uitgebreid deden.

Ik zal niet zwichten voor de emotionele chantage van de heer Van Parys: hij weet net zo goed als ik dat het probleem van de ontvoering van kinderen niet nieuw is. Ik verzoek iedereen het hoofd koel te houden. De commissie voor de Justitie moet nog andere dringende zaken behandelen.

De **voorzitter**: Op het einde van de vergadering van deze namiddag zullen we de verdere regeling van de werkzaamheden aan bod laten komen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Tony Van Parys tot de minister van Justitie over "de aangekondigde wijziging van de genocidewet naar aanleiding van de klachten tegen Sharon en Saddam Hoessein" (nr. 5079)

03.01 Tony Van Parys (CVP): De pers gewaagt van initiatieven om de genocidewet te wijzigen. Dit zou worden voorbereid in een gemengde commissie Buitenlandse Zaken-Justitie.

Wordt een wijziging van de genocidewet overwogen? Waarom? Wat is de aanleiding? Wie nam het initiatief? In welke zin wil men de wet wijzigen? Wanneer? Er is duidelijkheid nodig om rechtsonzekerheid te vermijden.

Volgens de procureur des Konings van Brussel zijn er problemen bij de federale politie en het parket. Hoe is de federale politie georganiseerd met betrekking tot de opsporing van misdrijven die onder deze wet vallen? Hoeveel mensen zijn beschikbaar? Wat is hun specialiteitsgraad? Hoe is het parket georganiseerd? Hoeveel mensen zijn daar beschikbaar? Is de genocidewet een prioriteit in het vervolgingsbeleid?

Hoe is de internationale rechtshulp georganiseerd voor de toepassing van de genocidewet?

bloqué l'élaboration d'une réglementation pour les repentis. Nous estimons qu'il faut d'urgence trouver une solution au problème des jeunes délinquants. Les initiatives parlementaires ne peuvent être contrecarrées. Il n'est pas cohérent de nous insulter sans cesse en évoquant la montée de l'extrême droite en Flandre et faire en même temps obstacle à nos propositions.

02.12 Thierry Giet (PS): Je ne vois pas pourquoi je ne pourrais pas m'exprimer, alors que tout le monde vient de le faire longuement.

Je ne vais pas me laisser prendre au chantage affectif de M. Van Parys : il n'ignore pas plus que moi que le problème des enlèvements d'enfants ne date pas d'aujourd'hui. Je demande à chacun de garder la tête froide. D'autres problèmes urgents doivent être traités par la commission de la Justice.

Le **président**: A l'issue de la réunion de cet après-midi, nous discuterons de l'ordre de nos travaux pour la suite.

L'incident est clos.

03 Question de M. Tony Van Parys au ministre de la Justice sur "la modification de la loi relative au crime de génocide annoncée à la suite des plaintes déposées contre Ariel Sharon et Saddam Hussein" (n° 5079)

03.01 Tony Van Parys (CVP): La presse fait état d'initiatives tendant à modifier la loi sur le génocide. Cette modification serait préparée au sein d'une commission mixte des Affaires étrangères et de la Justice.

Une modification de cette loi est-elle effectivement envisagée ? Pourquoi ? Quelle raison justifie cette modification ? Dans quel sens veut-on modifier la loi ? Quand cette modification devrait-elle intervenir ? Dans cette matière, la clarté est indispensable pour éviter toute insécurité juridique.

Le procureur du Roi à Bruxelles considère que certains problèmes se posent à la police fédérale et au parquet. Comment la police fédérale est-elle organisée en ce qui concerne la recherche des délits auxquels cette loi s'applique? Quelle est l'importance des effectifs disponibles ? Quel est leur taux de spécialisation ? Comment le parquet est-il organisé ? De combien d'hommes dispose-t-il ? La loi sur le génocide est-elle une priorité en matière de politique de poursuites ?

Comment l'aide juridique internationale est-elle organisée pour ce qui est de l'application de la loi

sur le génocide ?

03.02 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): Er wordt gedacht en gewerkt aan een wijziging van de genocidewet, omdat een aantal klachten ons land in een lastige positie brengt en omdat grensoverschrijdende onderzoeken van zulke omvang onhaalbaar blijken te zijn. De wetgever heeft dat in 1993 misschien niet goed ingeschat.

De klacht tegen de Israëlische premier is een element, maar niet het enige element. Op vraag van de minister van Buitenlandse Zaken vond begin juni een vergadering plaats om na te gaan of de drempel voor de toepassing van de wet enigszins kan worden verhoogd, zonder evenwel afbreuk te doen aan de draagwijdte van deze wet. Een internationaal strafrechtshof zou de problemen in een ander licht plaatsen. Op basis van dit overleg werkte mijn departement een voorbereidende nota uit.

Deze nota oppert onder meer de mogelijkheid om de gevolgen van een aanstelling als burgerlijke partij op te schorten zolang een aangeklaagde persoon een bepaalde officiële hoedanigheid bekleedt. Men denkt ook aan de mogelijkheid tot het uitsluiten van dwangmaatregelen in dat geval. Er werden nog geen keuzes gemaakt. Gaat men akkoord met de principes van de nota, dan kan een wetswijziging er nog dit jaar komen.

Bij de federale politie is er voorlopig niets georganiseerd. Enkel in het arrondissement Brussel hebben enkele onderzoekers ervaring in deze materie. Samen met het parket van Brussel wordt gezocht naar een antwoord op de vraag naar de werklast en de timing van nog te verwachten onderzoeken.

Deze zaken worden in Brussel toebedeeld aan de "criminele cel", die bestaat uit zes parketmagistraten. Voor de interne rechtsorde is de genocidewet geen prioriteit, maar men kan er niet aan voorbijgaan.

De klassieke procedures voor internationale rechtshulp zijn van toepassing. De specifieke regels van de wet van 22 maart 1996 gelden alleen voor de samenwerking met de internationale tribunaal voor Rwanda en Joegoslavië.

Als er keuzes worden gemaakt, ben ik bereid om de commissie voor de Justitie op de hoogte te brengen, zodat die een debat kan voeren.

03.03 **Tony Van Parys** (CVP): Zodra dit dossier een definitieve wending krijgt, moet het Parlement

03.02 **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*): Une modification de la loi sur les génocides est envisagée et est en voie d'élaboration parce que notre pays s'est trouvé dans une situation embarrassante à la suite d'un certain nombre de plaintes et que des enquêtes hors frontières d'une telle ampleur semblent irréalisables. Le législateur n'a peut-être pas bien évalué cet aspect en 1993.

La plainte contre le premier ministre israélien est un élément, mais pas le seul. A la demande du ministre des Affaires étrangères, une réunion s'est tenue au début du mois de juin pour vérifier si le seuil pour l'application de la loi ne pourrait être quelque peu relevé tout en ne portant pas pour autant atteinte à la portée de cette loi. Une cour de justice pénale internationale placerait les problèmes sous un autre éclairage. Sur la base de cette concertation, mon département a élaboré une note préparatoire.

Cette note évoque notamment la possibilité de suspendre les effets d'une constitution de partie civile tant que l'accusé est investi d'une certaine qualité officielle. La possibilité d'exclure des mesures de contrainte dans ce cas est également envisagée. Rien n'a encore été décidé. Si un accord intervient sur les principes de la note, une modification de la loi pourrait encore intervenir cette année.

A la police fédérale, rien n'est encore organisé pour l'instant. Ce n'est que dans l'arrondissement de Bruxelles que quelques enquêteurs ont acquis une expérience en cette matière. Avec le parquet de Bruxelles, on cherche à évaluer la charge de travail et le calendrier des enquêtes encore attendues.

Ces affaires sont, à Bruxelles, attribuées à la « cellule criminelle », qui se compose de six magistrats du parquet. Pour l'ordre juridique interne, la loi sur les génocides n'est pas une priorité, mais il n'est pas possible de l'ignorer.

Les procédures classiques d'aide juridique internationale sont applicables. Les règles spécifiques de la loi du 22 mars 1996 ne s'appliquent qu'à la coopération avec les tribunaux internationaux pour le Rwanda et la Yougoslavie.

Si des choix sont arrêtés, je suis disposé à en informer la commission de la Justice de sorte qu'un débat puisse être mené.

03.03 **Tony Van Parys** (CVP): Dès que ce dossier aura pris une tournure définitive, le Parlement doit

de kans krijgen daarover een debat te voeren.

Ik dank de minister voor dit duidelijk antwoord, waaruit blijkt dat de klacht tegen Sharon een belangrijk element was en dat de minister van Buitenlandse Zaken het initiatief nam om aan de genocidewet te sleutelen.

Er wordt dus geprobeerd de drempel te verhogen, zonder de wet uit te hollen. Men zal er wel over moeten waken de drempel niet te hoog te leggen. In de voorbereidende nota zou onder meer de mogelijke opschorting van de gevolgen van de aanstelling als burgerlijke partij aan bod komen. Dergelijke opschorting zou ertoe kunnen leiden dat dossiers niet kunnen worden behandeld.

Het is duidelijk dat politie en parket niet in staat zijn dergelijke dossiers te behandelen.

Ik hoop ten slotte dat men niet selectief zal zijn op basis van het land waartegen een klacht wordt gericht.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Annemie Van de Casteele tot de minister van Justitie over "vergunningen voor de uitbatingen van speelzalen" (nr. 5080)

04.01 Annemie Van de Casteele (VU&ID): De wet op de kansspelinrichtingen heeft een lange lijdensweg afgelegd.

Heel wat gemeenteraden sluiten een convenant af voor de uitbating van kansspelinrichtingen van klasse II. De wet van 7 mei 1996 geeft echter geen uitsluitel over de vraag of de gemeenteraad of het schepencollege hiervoor bevoegd is. De gemeenteraden moeten een beslissing nemen zonder inzage in het dossier van de vergunningsaanvraag. Zo kunnen ze niet nagaan of voldaan is aan het afstandscriterium dat vastgelegd is door artikel 3 van het KB van 22 december 2000: binnen een straal van 500 meter rond onder meer scholen, ziekenhuizen en gevangenissen mogen er geen speelzalen worden ingericht. Sommigen gemeenten houden met deze norm geen rekening.

Hoe streng moet de norm worden geïnterpreteerd? De Kansspelcommissie heeft hierop geen duidelijk antwoord gegeven. Vindt de minister het normaal dat gemeenteraden die een convenant afsluiten geen inzage krijgen in het dossier van een vergunningsaanvraag?

avoir la possibilité d'en débattre.

Je remercie le ministre pour la clarté de sa réponse qui révèle que la plainte contre M. Sharon constituait un élément important et que le ministre des Affaires étrangères a pris l'initiative d'adapter la loi sur le génocide.

On s'efforce par conséquent de relever le seuil sans pour autant vider la loi de sa substance. Il faudra toutefois veiller à ne pas placer le seuil trop haut. Dans la note préparatoire, il serait notamment question de l'éventuelle suspension des effets de la constitution de partie civile. Une telle suspension pourrait avoir pour effet que certains dossiers ne puissent être traités.

Il est manifeste que la police et le parquet ne sont pas en mesure de traiter des dossiers de ce type.

J'espère enfin que l'on n'opérera pas de manière sélective en fonction du pays contre lequel la plainte a été déposée.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Annemie Van de Casteele au ministre de la Justice sur "les licences pour l'exploitation de salles de jeux" (n° 5080)

04.01 Annemie Van de Casteele (VU&ID): L'élaboration de la loi sur les établissements de jeux de hasard fut un long calvaire.

Nombre de conseils communaux concluent des protocoles d'accord pour l'exploitation des établissements de jeux de hasard de classe II. Toutefois, la loi du 7 mai 1996 ne répond pas clairement à la question de savoir si le conseil communal ou le Collège des échevins est compétent en la matière. Les conseils communaux doivent prendre une décision sans prendre connaissance du dossier de la demande de licence, de sorte qu'ils ne peuvent vérifier s'il a été satisfait au critère de distance fixé à l'article 3 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000. Dans un rayon de 500 mètres autour, notamment, d'écoles, d'hôpitaux et de prisons, aucun établissement de jeux ne peut être aménagé. Cependant, certaines communes ne tiennent pas compte de cette norme.

Avec quel degré de sévérité convient-il d'interpréter cette norme ? La commission chargée des jeux de hasard n'a pas répondu clairement à cette question. Le ministre trouve-t-il normal que les conseils communaux qui concluent un protocole d'accord ne peuvent prendre connaissance des dossiers de demandes de licences ?

04.02 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*) De wet van 7 mei 1999 maakt de principes voldoende duidelijk. Op het terrein ontstaan wel betwistingen.

De straal van 500 meter is een indicatieve meetnorm: binnen een cirkel van 500 meter worden de instellingen waarvan sprake in artikel 36, 4 aangeduid om de kansspelcommissie toe te laten een beslissing te nemen over de toekenning of weigering van een licentie. De commissie beslist autonoom. De gemeente kan geen convenant weigeren op basis van de 500 meter-norm.

De openbaarheid van bestuur is niet van toepassing op de aanvraagdossiers gericht aan de kansspelcommissie. De gemeenten zijn het best geïnformeerd over de instellingen op hun grondgebied en over de mogelijke inplanting van inrichtingen klasse II.

04.03 **Annemie Van de Casteele** (VU&ID): De minister bevestigt het antwoord van de Kansspelcommissie. Er zit dus een probleem in de wet zelf. De gemeente had als eerste moeten oordelen. Zij kent de toestand en het terrein het best. Het afstandscriterium zou onder de openbaarheid van bestuur moeten vallen.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Hugo Coveliers tot de minister van Justitie over "de strijd tegen software-namaak en -piraterij" (nr. 4991)**

05.01 **Hugo Coveliers** (VLD): De georganiseerde misdaad moet worden aangepakt via de structuren en door de opbrengsten terug te dringen. Namaak van merkartikelen en software is een belangrijke inkomstenbron voor de georganiseerde misdaad.

Het gaat om een belangrijk probleem, met wereldwijd een verlies van 250 miljard USD en op Europees vlak een verlies van 100.000 legale arbeidsplaatsen, met bijhorend verlies van sociale zekerheidsinkomsten. Ook de gebruikers zijn daarvan het slachtoffer en zij stellen zich zelfs bloot aan vervolging.

Bestaan er analyses over dit misdrijf? Dient de wetgeving te worden geëvalueerd en aangepast? Wordt overlegd met de minister van Economische Zaken? Zal de minister de vervolging van dit misdrijf

04.02 **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*): Les principes sont définis avec suffisamment de clarté dans la loi du 7 mai 1999. Dans la pratique, il y a certaines contestations.

Le rayon de 500 mètres est une norme indicative: dans un rayon de 500 mètres, on mentionne les établissements visés à l'article 36,4 afin de permettre à la commission des jeux de hasard de prendre une décision concernant l'octroi ou le refus d'une licence. La commission décide en toute autonomie. Il n'est pas possible aux communes de refuser un protocole d'accord en se fondant sur la norme des 500 mètres.

La publicité de l'administration ne s'applique pas aux dossiers de demandes adressées à la commission chargée des jeux de hasard. Ce sont les communes qui sont le mieux informées au sujet des établissements qui se situent sur leur territoire et au sujet de l'ouverture éventuelle d'établissements de classe II.

04.03 **Annemie Van de Casteele** (VU&ID): Le ministre confirme la réponse de la commission des jeux de hasard. Il y a donc un problème dans la loi elle-même. La commune aurait dû se prononcer la première car c'est elle qui connaît le mieux la situation et la façon dont les choses se passent sur le terrain. Le critère de distance devrait tomber sous l'application de la publicité de l'administration.

L'incident est clos.

05 **Question de M. Hugo Coveliers au ministre de la Justice sur "la lutte contre l'imitation et la piraterie en matière de logiciels" (n° 4991)**

05.01 **Hugo Coveliers** (VLD): Il faut lutter contre la criminalité organisée en s'attaquant à ses structures et en réduisant ses revenus. La copie d'articles de marque et de logiciels constitue pour elle une source importante de recettes.

C'est un problème d'une ampleur énorme puisqu'il se traduit, à l'échelle mondiale, par une perte de 250 milliards de dollars US et, sur le plan européen, par une perte de cent mille emplois légaux à laquelle il faut ajouter un manque à gagner pour les Etats en termes de cotisations de sécurité sociale. Les utilisateurs de ces produits d'imitation en sont eux-mêmes les victimes dans la mesure où ils s'exposent à des poursuites judiciaires.

Des analyses sur ce type de délits ont-elles été réalisées ? Est-il nécessaire de procéder à l'évaluation et à l'adaptation de la législation ? Une concertation est-elle organisée avec le ministre des

aankaarten bij het college van procureurs-generaal?

Het ontnemen van het vermogen dat voortvloeit uit deze praktijken en van elk vermogen waarvoor geen legale oorsprong kan worden aangetoond, het zogenaamde “kaalplukken”, lijkt me de enige goede bestraffing. Hoe staat het met de Europese samenwerking? Kan Europol hier een rol spelen?

05.02 Minister **Marc Verwilghen** (Nederlands): Bijna elke technologische evolutie brengt een of andere criminaliteit met zich. Er bestaan verschillende vormen van illegale kopieerpraktijken van software: kopiëren door de eindgebruiker, installeren zonder licentie, illegaal kopiëren op grote schaal, kopiëren door grote distributeurs. Volgens recente gegevens bezondigt één Belg op drie zich aan kopiëren en wordt dit dus niet echt als een misdrijf opgevat door de publieke opinie. Piraterij bedreigt echter ons economisch bestel, er gaan duizenden arbeidsplaatsen door verloren en er moet dus tegen worden opgetreden. Net als materiële eigendom verdient intellectuele eigendom bescherming.

De landen waar het meest wordt gekopieerd zijn Vietnam, China, de GOS-landen en de Russische federatie. Het gaat dus om georganiseerde misdaad, waarvoor een gecoördineerde EU-aanpak nodig is. Ik zal de kans geboden door het Belgische EU-voorzitterschap om de Europese richtlijn daarover sneller goedgekeurd te krijgen, zeker benutten.

In het Belgisch recht zijn er problemen inzake beslag en de berekening van de schadevergoeding. Ik zal daarover contact opnemen met de ministers van Economie en Financiën. Zowel op het Europees als op het Belgisch vlak zullen we op deze aangelegenheid moeten terugkomen.

05.03 **Hugo Coveliers** (VLD): Ik ben blij dat de minister niet wacht op Europa, alhoewel het Europese *Greenbook* hierover natuurlijk wel een goed document is. De ministeries van Economische Zaken en Financiën kunnen hier heel wat voordeel uit halen: het gaat om ettelijke miljarden.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.10 uur.

Affaires économiques ? Abordera-t-il la question des poursuites intentées en cas de délits de ce type devant le collège des procureurs généraux ?

La privation ou la saisie, du patrimoine engendré par ces pratiques et de tout patrimoine dont il est impossible de prouver l'origine légale semble constituer la seule sanction efficace. Qu'en est-il de la coopération européenne ? Europol pourrait-elle jouer un rôle dans ce cadre ?

05.02 **Marc Verwilghen**, ministre (en néerlandais): Les évolutions technologiques engendrent souvent l'une ou l'autre forme de criminalité. La pratique des copies illégales adopte des formes multiples : copies réalisées par l'utilisateur final, installation sans licence, copies illégales à grande échelle, copies réalisées par des grands distributeurs. Selon des données récentes, un Belge sur trois se rend coupable du délit de copie qui, dès lors, n'est plus perçu comme une violation de la loi par l'opinion publique. La piraterie, qui engendre la perte de milliers d'emplois, constitue néanmoins une menace pour notre système économique et doit être combattue. La propriété intellectuelle mérite d'être protégée au même titre que la propriété matérielle

Les pays où le phénomène est le plus répandu sont le Vietnam, la Chine, les pays de la CEI et la fédération de Russie. La piraterie constitue donc le fait de la criminalité organisée et requiert une approche européenne commune. J'entends bien mettre à profit l'opportunité offerte par la présidence belge de l'UE pour accélérer l'adoption de la directive européenne relative à cette matière.

En droit belge, la saisie et le calcul de l'indemnisation constituent une source de problèmes. Je prendrai contact à ce sujet avec les ministres de l'Economie et des Finances. A l'échelle tant de l'Europe que de notre pays, nous devons revenir sur ce dossier.

05.03 **Hugo Coveliers** (VLD): Je me réjouis de constater que le ministre n'attend pas l'Europe pour agir même si le livre vert européen constitue évidemment un document de qualité sur le sujet. Les ministères des Affaires économiques et des Finances peuvent en retirer un important avantage : il s'agit de plusieurs milliards de francs.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 12.10 heures.